

TELQUEL IMPACT

www.telquel.ma

AFRIQUE

ENFIN CHEZ SOI !

Diplomatie, business, sport, religion, culture... Discret mais volontaire, le Maroc étend son soft power sur le continent. Un tropisme africain bénéfique au dossier du Sahara et donnant un coup de boost à l'économie nationale. Quels sont les contours (et les défis) de cette politique africaine?



PENSER UN AVENIR COMMUN POUR ÉLARGIR NOS HORIZONS

*BANK OF AFRICA, une banque au service
de millions de clients à travers le monde ;
une banque aux racines africaines
porteuse d'une vision internationale ;
une banque universelle et ambitieuse
au-delà des frontières du Maroc et de l'Afrique...
car c'est en rapprochant les cultures
que nous pourrons fédérer le monde
au service d'un avenir meilleur.*

21ressourcespoulavenir.com

080 100 8100
BANKOAFRICA.MA

EDITORIAL

PAR ET POUR LE CONTINENT

«Si le Maroc intègre l'Union africaine, il cherchera à semer la division». Cinq ans après le retour du Royaume au sein de sa famille institutionnelle, il est aisé de dire que ces paroles des détracteurs du Maroc ont été démenties. Car depuis son retour à l'UA, et bien avant, le Maroc a multiplié les gestes et les initiatives envers le reste du continent. Les expressions «co-développement» et «coopération Sud-Sud» ne sont pas creuses et dévoyées lorsqu'elles proviennent de la bouche de nos responsables. À travers ce supplément, nous nous sommes attachés à décrypter la politique africaine du Royaume sous tous ses angles. Dans le domaine diplomatique, le Maroc a multiplié les champs de coopération, qu'ils soient religieux, sportifs ou dans le domaine du développement. Sur le champ économique, les entreprises marocaines ont connu un déploiement rapide sur le continent, contribuant au développement local des zones où elles sont implantées. Sur le plan culturel, Rabat aspire à devenir un havre d'inspiration pour la littérature africaine. Autant de politiques, menées sans arrière-pensée. Par et pour le continent.

SOMMAIRE



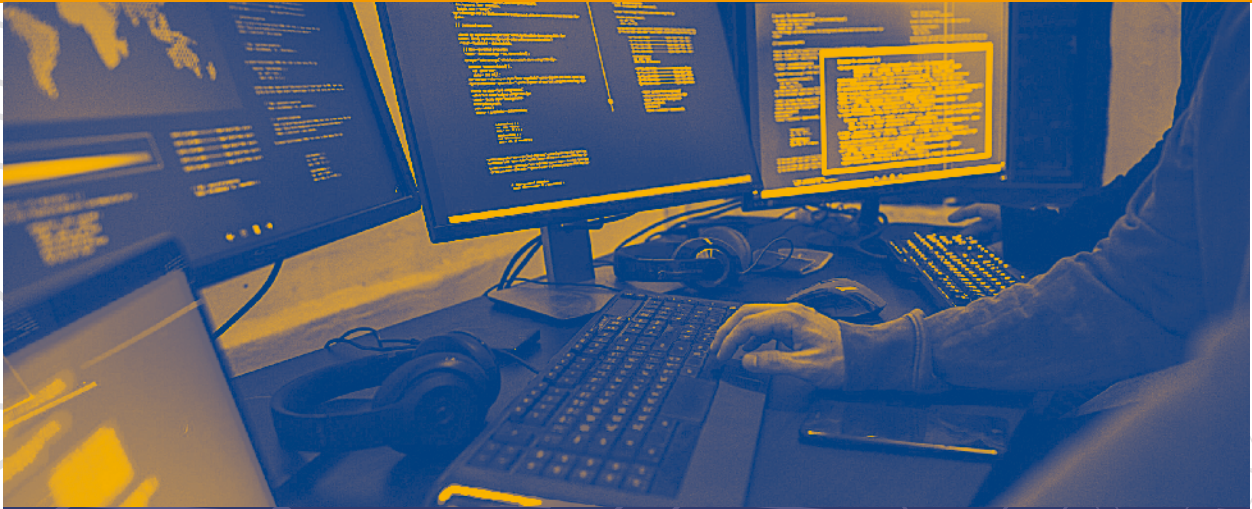
- 06** **DIPLOMATIE :**
Diplomatie africaine
UN QUINQUENNAT GAGNANT ?
- 10** **Influence en Afrique**
UN SOFT POWER DU MILIEU ?
- 12** **Coopération académique**
LA BOURSE ET LA VIE
- 14** **Diplomatie sportive**
LE FOOTBALL POUR JOUER COLLECTIF
- 18** **Mamadou Tangara**
UN OUJDI DE COEUR À LA TÊTE DE LA DIPLOMATIE GAMBIENNE
- 20** **Diaporama**
LE MAROC, UNE VOCATION AFRICAINE
- 26** **ÉCONOMIE :**
Cartographie
PRÉSENCE ÉCONOMIQUE MAROCAINE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE
- 31** **Hassan Belkhayat**
4 DÉFIS À RELEVER POUR RENFORCER LA PRÉSENCE AFRICAINE DE PME MAROCAINES
- 32** **Ryad Mezzour**
“LE MAROC EST LE PARTENAIRE DU CO-DÉVELOPPEMENT D'UNE AFRIQUE QUI FAIT CONFIANCE À L'AFRIQUE”
- 36** **Outsourcing**
DEMAIN, DES CHAMPIONS MAROCAINS ?
- 40** **Gazoduc Nigéria-Maroc**
UN CORRIDOR COMME MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT
- 44** **Géo-économie**
LA FUTURE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE EN 7 QUESTIONS
- 46** **Abdou Diop**
“IL FAUT ÊTRE PLUS DISCRET DANS L'AFFICHAGE DE NOS RÉALISATIONS”
- 48** **Histoire**
L'ÉPOPÉE AFRICAINE D'UN GÉANT DU PHOSPHATE
- 52** **CULTURE :**
Académie du Royaume
QUAND LE SOFT POWER MAROCAIN S'ÉTEND À LA LITTÉRATURE AFRICAINE
- 54** **Livres**
10 CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE AFRICAINE À (RE)LIRE
- 58** **Khouribga**
CŒUR BÂTTANT DU 7E ART DÉDIÉ À L'AFRIQUE
- 60** **Cinéma en Afrique subsaharienne**
ENTRE CHEFS-D'ŒUVRE ET MANQUE DE MOYENS
- 64** **Oualas**
“ON M'APPELLE L'IVOIRIEN BLANC”

TELQUEL
IMPACT

TelQuel accorde une importance particulière aux enjeux géopolitiques, économiques et diplomatiques de notre pays. Nous leur offrons une place de choix dans nos pages et sur nos médias en ligne dans nos enquêtes, dossiers, analyses, éditoriaux et chroniques.

Cette expertise, reconnue par nos lecteurs, est également recherchée par des acteurs institutionnels, publics et privés, pour la réalisation, en partenariat, de dossiers et de contenus spéciaux, sous la supervision d'une équipe de journalistes, indépendants de la rédaction, qui veillent à leur pertinence éditoriale.

C'est dans cet esprit qu'a été réalisé ce spécial Afrique.



NETCOM Technologies, **un pionnier du data center** **au Maroc**

Netcom Technologies est l'un des pionniers de l'aménagement des data centers (DC) au Maroc. Créée en 1992 et capitalisant sur une expérience de plus de 12 ans dans le domaine, l'entreprise au capital 100% marocain a réalisé une dizaine de DC sur l'ensemble du territoire national : Ministères, entreprises publiques, banques, assurances, industries...

« Netcom accompagne ses clients souhaitant se doter de data centers privés, leur permettant d'avoir une infrastructure IT qui réponde aux normes internationales. Pour un organisme, qu'il soit privé ou public, se doter d'un DC propre permet d'avoir la main sur ses infrastructures et d'accélérer sa transition numérique », indique Jawad Moumen, directeur général de Netcom

Netcom prend en charge l'aménagement des DC clés en main : design, réalisation, essais et mise en service ainsi que la maintenance (SAV). Elle intervient sur l'ensemble des métiers constituant un DC: génie civil, électricité, climatisation, sécurité et sûreté, urbanisation ainsi que la supervision.

Netcom veille à proposer à ses clients des solutions efficaces garantissant un bon PUE (Power Usage Effectiveness), indicateur clé qui évalue le rendement énergétique du DC et l'efficacité des équipements installés.

Netcom réalise ses projets avec ses ressources et compétences propres, certifiées par des organismes spécialisés dans les data centers tels que Uptime Institute. Elle s'appuie aussi sur des partenaires stratégiques dont les multinationales Schneider, Nexans, Corning et Honeywell.

«Netcom est l'un des intégrateurs leaders dans le domaine du DC au Maroc, capitalisant de nombreuses réalisations à l'échelle nationale pour des comptes stratégiques. Nous sommes conscients, à tous les niveaux de l'entreprise, de la nécessité de consolider notre position au Maroc et de nous ouvrir vers d'autres pays africains», ajoute de son côté Abdelmoula Elomari, responsable de la Business Unit Infrastructure au sein de Netcom.

«L'expertise acquise par nos collaborateurs au Maroc peut être d'une grande utilité, directement ou via des partenaires, pour le déploiement de projets clés pour la transition numérique du continent » rajoute Jawad Moumen.

Netcom emploie plus de 75 consultants, ingénieurs et techniciens et dispose de plus de 100 certifications IT et DCF.



DIPLOMATIE

LE MAROC, UNE PUISSANCE AU SERVICE DE L'AFRIQUE

- Comment le Maroc a mis son soft power religieux au service du continent
- Comment le football est devenu un outil de codéveloppement pour l'Afrique
- Dans la peau d'un étudiant boursier de l'AMCI

DIPLOMATIE AFRICAINE

UN QUINQUENNAT
GAGNANT ?

Avec son retour dans “sa grande famille” de l’Union africaine, Rabat joue une partition discrète mais efficace sur le terrain institutionnel, tout en ne ménageant pas son investissement bilatéral sur l’ensemble du continent.



Plus de cinq ans après son retour au sein de l’Union africaine, son “*chez-soi naturel*” comme l’évoquait alors Mohammed VI à la tribune de l’institution panafricaine dans un discours entérinant le virage continental, c’est peu dire que le Royaume ne manque pas de marques d’affection de la part des siens. La dernière démonstration en date suffit à en dire long sur les avancées effectuées. Ce 26 août 2022, un atterrissage surprise et un tapis rouge dressé à l’aéroport Tunis-Carthage pour la venue de Brahim Ghali ont ajouté de nouveaux remous sur le front Est du Royaume. La réception du leader du Front Polisario par le président-hôte Kais Saïed, en marge de la 8e Conférence internationale de Tokyo pour le développement en Afrique (TICAD), sonnait comme un nouvel affront de ses voisins maghrébins pour Rabat - qui boycottera l’événement. L’acte venait briser la traditionnelle posture de “neutralité positive” tenue jusque-là par Tunis sur le Sahara, en rapprochant de façon visible ses vues de celles d’Alger. C’est sans compter que, plus au sud, une “*grande famille*”, disait Mohammed VI en 2017, veut désormais du bien au Royaume. Et la levée de boucliers s’est avérée immédiate. Le président de la Guinée-Bissau et président en exercice de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), Umaro Sissoco Embaló, a quitté la réunion tunisoise de la TICAD dès la première journée des travaux en guise de protestation contre la “*participation imposée du Polisario par la Tunisie*”. S’il a envisagé, un temps, d’annuler sa participation, selon des sources médiatiques, le président en exercice de l’Union africaine et chef d’État sénégalais,

Macky Sall, a profité de son discours d’ouverture pour regretter l’absence du Maroc, “*un éminent membre de l’Union africaine, faute d’un consensus sur une question de représentation*”. Un point de vue partagé par de nombreuses autres délégations à l’instar de la République Centrafricaine, du Burundi, de la Guinée Équatoriale ou encore des Comores et du Libéria. De quoi se sentir à l’aise chez soi.

TRAIT D’UNION

Le Royaume consolide désormais à vitesse grand V ses ramifications africaines au niveau diplomatique. Une intensification qui a pris une nouvelle tournure depuis son grand retour au sein de l’Union africaine, après trente-trois ans d’absence dans l’institution. Membre fondateur de la Charte de Casablanca, qui consacrait l’unité africaine en 1960, le Royaume avait fini par claquer la porte de l’ex-Organisation de l’unité africaine (OUA) après que celle-ci a admis, deux ans plus tôt, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en son sein. Fil rouge de la diplomatie marocaine, la question du Sahara est également cruciale à plus d’un titre, puisqu’elle lie et prolonge la projection du Maroc vers le continent africain. “*L’effort de développement que nous menons au Sahara nous permet de consolider ce rôle historique de manière ferme et durable et, au-delà, de l’inscrire dans une perspective réso-*

Le Maroc est de nouveau membre de l'Union africaine. Mohammed VI prononce un discours historique où il déclare qu'il est "bon de rentrer chez soi".



lument tournée vers le futur”, a rappelé Mohammed VI, lors de son discours à l’occasion du 47e anniversaire de la Marche verte, ce 6 novembre 2022. En ce sens, le retour institutionnel entamé cinq ans plus tôt vient d’abord réinvestir un terrain délibérément délaissé. “Le Maroc a compris que la politique de la chaise vide lui était, au final, très peu utile”, explique Ismail Regragui, docteur en sciences politiques et en relations internationales. Désormais, la part belle est faite à la présence marocaine dans les couloirs de l’institution pour faire avancer ses pions sur ce dossier. Un moyen de gagner la bataille de la légitimité internationale pour une diplomatie qui entend régler le différend autour du territoire dans un cadre onusien. En ce sens, le Royaume avait enregistré sa première percée institutionnelle en 2018 lors du 31e sommet de l’UA à Nouakchott, en obtenant que la question du Sahara relève uniquement des Nations Unies et que l’UA devra apporter “son appui et son soutien” à ce processus. Un moyen d’écarter les interférences et les vues divergentes sur le règlement du conflit alors que l’UA avait manifesté, dès 2013, vouloir s’en ressaisir à égalité ou en tandem avec l’ONU. Dès le sommet panafricain suivant à Addis-Abeba, siège de l’UA, toute mention du Sahara a été absente du rapport final. “L’efficacité de la solution politique au niveau des Nations Unies doit passer par une présence au niveau des institutions

africaines”, explique Ismail Regragui. Et d’ajouter : “Ce sont ces mêmes pays qui se regroupent et votent à l’Assemblée générale de l’ONU. Les ignorer dans un cadre continental pour ensuite leur demander un appui au niveau international aurait soulevé de nombreuses interrogations auprès de ces pays.”

LAÏYOUNE ET DAKHLA : PORTES D’ENTRÉE VERS L’AFRIQUE

La fin d’année 2019 a ainsi apporté une nouvelle pierre à l’édifice dans l’obtention de soutiens et de légitimité internationale autour de la question. Depuis le 18 décembre 2019, date de l’inauguration du consulat des Comores à Laïyoune, vingt-six autres ont suivi. Parmi eux, “près de 40%” des représentations diplomatiques proviennent de pays sur le continent, avait évoqué Mohammed VI dans son dernier discours du 20 août, indiquant que les positions

Timeline L’ACTION DU MAROC AU SEIN DE L’UNION AFRICAINE

- ↓ **Juillet 2016** : Le Maroc annonce officiellement son intention de réintégrer l’UA. Dans le même temps, 28 pays africains déposent une motion demandant la suspension de la RASD.
- ↓ **Janvier 2017** : Le Maroc est de nouveau membre de l’Union africaine. Mohammed VI prononce un discours historique où il déclare qu’il est “bon de rentrer chez soi”.

Au sein de l'Union africaine, Nasser Bourita a multiplié les efforts pour nettoyer les textes de l'instance de leur biais favorable au Polisario.



© MAP

“des pays africains frères” constituaient “un réel sujet de fierté”. D’autant que ceux-ci proviennent des cinq différents groupements régionaux. Parmi eux, des alliés traditionnels du Maroc tels que le Sénégal, la Côte d’Ivoire ou encore le Gabon, mais aussi d’autres nations qui ont fait basculer leurs positions en faveur du Royaume, à l’image du Togo, de la Zambie ou encore d’Eswatini. “On peut mesurer l’efficacité de la politique africaine à ses revirements”, détaille Ismail Regragui. Un pas de plus vers l’objectif “d’arriver à l’isolement de la RASD des rangs de l’instance”, explique Mohamed Badine El Yattoui, professeur de géopolitique à l’Université américaine de Dubaï. Et d’ajouter : “Le Maroc peut avoir le soutien américain ou de n’importe quel autre pays qui a une place dans le concert des nations, mais avoir au sein de l’UA une entité comme la RASD reste une tache pour le Royaume.”

Réunis en marge du forum MEDays à Tanger, tenu du 2 au 5 novembre, plusieurs anciens chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères,

dont certains actuellement en fonction, ont appelé à l’exclusion de la RASD de l’Union africaine. Un procédé difficile tant les textes constitutifs de l’instance panafricaine permettent davantage l’accès aux membres que leur exclusion. C’est certainement là que, du côté marocain, il faut voir les ouvertures de consulats dans les villes de Laâyoune et Dakhla comme des gages d’appui. L’article 32 de l’Acte constitutif, adopté en juillet 2000 à Lomé au Togo, autorise tout membre de soumettre à l’approbation de la Conférence des chefs d’État des amendements ou révisions de la Charte de l’UA. Pour y parvenir, l’appui de deux tiers des composantes de l’organisation panafricaine aux propositions est exigé afin qu’elles aient force de loi. Le Sahara n’est pourtant pas l’unique partition que le Maroc compte jouer à Addis-Abeba. Lentement et sans tapage, la diplomatie chérifienne entend désormais peser dans l’instance. Depuis son retour, le Maroc a été élu à deux reprises au Conseil paix et sécurité de l’UA, une première fois de 2018 à 2020, et réélu, récemment en février dernier, de 2022 à 2025 avec plus du tiers des voix.

NOUVEAUX CADRES DE COOPÉRATION

Reste que le déploiement de la politique africaine du Maroc n’est pas qu’une affaire de diplomatie de couloir. La métaphore du Maroc, “un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe”, évoquée par Hassan II, a trouvé un nouveau terreau sous Mohammed VI depuis les premières années de son règne. Entre son premier déplacement en Mauritanie, en 2001, jusqu’à sa demande de réadmission à l’UA, en 2016, le roi a ainsi pu effectuer une quarantaine de visites d’État sur le continent. Celles-ci avaient abouti à “de nouveaux cadres de coopération multisectoriels, en priorité avec les pays francophones”, écrit Youssa Abourabi, professeure de science politique à l’Université internationale de Rabat (UIR) dans une contribution pour *The Conversation* intitulée “Comment le Royaume a construit son leadership africain”. “Ce qui est intéressant depuis le retour du Maroc à l’UA, c’est que la diplomatie marocaine a su jouer sur deux leviers en parallèle, la diplomatie bilatérale et la diplomatie multilatérale dans le cadre des instances africaines”, note Mohamed Badine El Yattoui. Ces dernières années, le Maroc a opéré un approfondissement des relations avec le continent, qui se cantonnaient jusque-là à l’Afrique de l’Ouest. Une stratégie qui s’opère par une véritable accélération pour

Juin 2017 : Mohamed Arrouchi est nommé Représentant permanent auprès de l’Union africaine. A ce jour, le Maroc est, avec l’Ethiopie, le seul pays à compter un ambassadeur dédié à l’Union africaine.

Janvier 2018 : Un après son retour, le Maroc est élu au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l’UA, une instance pivot de l’organisation, pour un mandat de deux ans.

Juillet 2018 : L’Union africaine adopte la décision prise à Nouakchott en vertu de laquelle elle reconnaît que seule l’ONU est habilitée à traiter le dossier du Sahara.

Décembre 2020 : Le Maroc accueille une partie de l’organisation panafricaine puisqu’un observatoire de la migration, fruit du rapport présenté par Mohammed VI sur la thématique, est inauguré à Rabat.

Février 2022 : Le Maroc est de nouveau élu au sein du CPS, cette fois-ci pour un mandat de trois ans.

toucher de nouveaux pays, comme le Rwanda duquel le Royaume s'est rapproché.

Récemment, le cas du Kenya a également fait parler. Quelques jours après son intronisation, mi-septembre, le nouveau président William Ruto se fendait d'un tweet annonçant le retrait par Nairobi de la reconnaissance de la RASD, avant de le supprimer dans la foulée. Un imbroglio qui poussera le secrétaire principal aux Affaires étrangères kenyan, Macharia Kamau, à publier une note rappelant que *"la position du Kenya est pleinement alignée (...) sur l'Union africaine, qui exige le droit incontestable et inaliénable d'un peuple à l'autodétermination"*. Macharia Kamau sera finalement démis de ses fonctions par le président, le 2 novembre. La visite de la fille du président kenyan, Charlène Ruto, au Maroc pour participer au forum MEDays et rencontrer des responsables gouvernementaux a confirmé la nouvelle tendance côté kenyan.

“RÉALISER L'UNION AVEC DES ACTES CONCRETS”

L'actuel président kenyan, comme d'autres, semble intéressé par l'idée d'instaurer un nouveau partenariat privilégié avec le Royaume, y voyant notamment des bénéfices dans l'accès aux phosphates et engrais. C'est en ce sens que le Maroc a également accompagné son action diplomatique d'une coopération Sud-Sud dans un certain nombre d'activités via ses secteurs public et privé. Depuis la dernière décennie, les entreprises marocaines sont venues apporter une concurrence sur plusieurs secteurs dans différents pays d'Afrique de l'Ouest. Une forte présence économique notamment illustrée par le secteur bancaire. Pour Ludovic Emmanuely, président de l'ONG PEACE (Croissance partagée entre Afrique, Chine, Europe), les Marocains se sont montrés plus efficaces au niveau de leur stratégie, appuyés par une meilleure connaissance du terrain et, surtout, sans *"les préjugés que d'autres acteurs ont pu avoir"*. Au niveau économique, dans les biens et services, mais aussi dans l'édification d'infrastructures, c'est tout un modèle de développement que la diplomatie chérifienne cherche à exporter en direction du continent. *"Il y a eu une forte privatisation de cette intégration africaine du Maroc, par le biais des entreprises, et je pense que concevoir les relations avec les pays africains de cette manière, dans le sens du co-développement voulu par Mohammed VI, pourra s'avérer plus efficace. Les actes économiques seront d'autant plus durables. C'est une manière de réaliser l'union, non pas par décret, mais avec des actes concrets"*, explique Ismaïl Regragui.

Comment ne pas penser au projet de gazoduc Nigéria-Maroc, dont l'accord a été signé en décembre 2016, et qui prévoit l'approvisionnement de différents pays du continent. *"Notre souhait est qu'il soit plus largement un projet stratégique profitable à l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest, dont la population dépasse 440 millions d'habitants"*, a rappelé Mohammed VI, ce 6 novembre 2022.

LES HOMMES CLÉS DU MAROC SUR LE CONTINENT



Nasser Bourita

Le ministre des Affaires étrangères a été au four et moulin. Il a su, comme il s'était engagé à le faire, nettoyer les textes de l'Union africaine de toute mention favorable à la RASD. Mieux encore, l'Union africaine s'est limitée à un mandat d'information sur le dossier du Sahara. Il est le premier exécutant de la politique royale.



Mohamed Arrouchi

Il est l'homme du day to day. Représentant permanent du Maroc à l'Union africaine, on le dit très présent au siège de l'organisation à Addis-Abeba, au point de ne rater aucune réunion du Conseil de paix et de sécurité qu'il a présidé en octobre. Il est le premier relais du Maroc à Addis-Abeba.



Moha Tagma

Actuel ambassadeur du Maroc auprès du Nigeria et de la CEDEAO, il est l'ancien directeur Afrique au sein du ministère des Affaires étrangères. Il maîtrise parfaitement les dynamiques diplomatiques du continent et en particulier celles de l'Afrique de l'Ouest.



Mohamed Methqal

Il est à la tête du bras "coopératif" de la diplomatie marocaine. Patron de l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI), il pilote une partie du soft power marocain à travers les bourses d'études accordées aux étudiants étrangers au Maroc, ainsi que l'assistance dans la mise en œuvre de projets de développement durable.



Abderrahim Kadmiri

Ancien DG de l'AMCI, il a cultivé pendant des décennies un réseau fort en Afrique. L'actuel ambassadeur du Maroc à Sainte-Lucie est parfois appelé en renfort lors de certains sommets de l'UA.

Signé en décembre 2016, ce projet prend une dimension différente face à la reconfiguration de la réalité des relations internationales, notamment depuis le conflit russo-ukrainien où les questions d'approvisionnement deviennent primordiales, voire vitales. Mohamed Badine El Yattoui y voit *"une forme de stratégie géoéconomique en train de se constituer"* avec *"un usage du territoire géographique comme d'un instrument diplomatique"*. ■

INFLUENCE EN AFRIQUE

UN SOFT POWER DU MILIEU ?

Face à un entrisme et une concurrence de plus en plus marqués sur le continent africain, notamment en Afrique de l'Ouest, le Maroc prône une voie singulière par le déploiement de son soft power.



“S’il y a une chose que beaucoup semblent ignorer lorsqu’il s’agit du Maroc, c’est son poids en termes d’influence religieuse. En Afrique de l’Ouest, il n’y a qu’à voir la résonance dont dispose la Tariqa Tijaniya. On parle d’une centaine de millions de fidèles. La Commanderie des croyants a une résonance au-delà des frontières. Dans certains pays de la région, certaines prières sont prononcées au nom de Sa Majesté!». Au moment d’évoquer le poids du Maroc dans son continent, ce diplomate basé en Afrique de l’Ouest n’affiche aucune hésitation. Au contraire. Il se réjouit de la réputation dont jouit le Maroc dans une région où il officie depuis plusieurs années, affirmant que celle-ci lui «facilite» le travail. Il vante aussi les mérites de la formation marocaine dans le domaine religieux qui bénéficie à l’ensemble du continent. Un versant d’un soft power aux pans multiples qui s’exprime au service du continent.

TISSER LE FIL RELIGIEUX

L’élément le plus visible de ce soft power réside dans le domaine religieux. Le Royaume partage avec de nombreux pays du Sahel une même tradition islamique, matérialisée par une affiliation au malékisme. Avec la profonde restructuration de sa sphère spirituelle entamée en 2004, le Maroc brandit une doctrine d’*“Islam du milieu”* en repoussoir des différents extrémismes religieux, à destination d’une région fortement confrontée à ces problématiques. C’est



L’institut Mohammed VI de formation des imams constitue l’un des outils du soft power marocain sur le continent.

© DR

dans ce contexte que l’Institut Mohammed VI de formation des imams morchidines et morchidates, installé à Rabat, joue un rôle central. En 2021, le Maroc a accueilli et formé 318 imams étrangers, dont une partie du contingent provient de pays africains. Fin 2020, dans une interview accordée à l’Institute for Security Studies (ISS), Nasser Bourita estimait alors à 2000 le nombre d’imams africains formés. Autre acteur, la Fondation Mohammed VI pour les oulémas africains, créée en 2015, compte 32 sections sur tout le continent africain. Son but ? Encourager les oulémas musulmans des pays africains *“à déployer des efforts concertés pour accomplir leur devoir et mettre en lumière la véritable image de la foi islamique originelle ainsi que ses valeurs d’ouverture, fondées sur la modération, la tolérance et la coexistence”*, comme l’évoquait Mohammed VI en 2016.

“Le Maroc a su utiliser ses ressources symboliques pour les convertir en capital diplomatique, mais aussi politique et économique”, glisse une source diplomatique ouest-africaine. Illustration faite en août 2020, alors que l’ex-président malien, Ibrahim Boubacar Keita, élu en 2013, est renversé par un putsch après des mois de crise politique. Le Maroc avait pu reprendre la main dans le dossier malien en menant une médiation entre



L'INSTITUT MOHAMMED VI DE FORMATION DES IMAMS EN CHIFFRES

32
sections à travers le continent

1534
imams étrangers diplômés à l'issue de formations allant de 6 mois à 3 ans depuis la création de l'institut

26
heures de formation hebdomadaire

11
matières enseignées

le leader du Mouvement du 5 juin, l'imam Mahmoud Dicko, et le président Ibrahim Boubacar Keïta dès le lendemain du coup d'État.

TENIR LES DEUX CÔTÉS D'UN PAYS

Tant par l'image et la symbolique du statut de Commandeur des croyants de Mohammed VI que par les liens avec les puissantes confréries comme la Tijaniya ou la Kadiriya, le Maroc peut activer différents leviers et ce, malgré les changements de régime qui peuvent avoir cours dans la région. Un ancrage et une particularité qui font la singularité du Royaume par rapport à d'autres acteurs. "La force du Maroc réside dans son approche stratégique pour combler un vide et se positionner face à d'autres puissances, économiquement plus riches, en se basant sur une politique d'influence", poursuit notre interlocuteur. "Le Maroc a compris que s'il laissait un espace vide, il allait être rempli par d'autres entités qui pourraient avoir une vision de la religion différente de la sienne et donc nuire à sa sécurité et aux relations avec ces pays. Dans des sociétés où le poids du religieux est important, le fait de former aussi bien des cadres religieux que des technocrates aide à tenir les deux côtés d'un pays", explique Mohamed Badine El

Yattioui, professeur de géopolitique à l'Université américaine de Dubai.

L'enseignement supérieur constitue un autre aspect du soft power marocain déployé dans le continent. L'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) avançait, au titre de l'année 2019-2020, que 12 500 étudiants africains avaient profité des cursus marocains, dont 85% de boursiers. "L'objectif est que les personnes formées repartent dans leur pays et emportent avec elles le logiciel marocain", explique le politologue Ismaïl Regragui, docteur en sciences politiques et en relations internationales, également auteur de "La diplomate publique marocaine : une stratégie de marque religieuse ?".

DAVANTAGE À FAIRE POUR "UNIR LES PEUPLES"

Ainsi, lorsque l'État insulaire des Comores inaugurait son consulat à Laâyoune en décembre 2019, on apprenait de la bouche de son ministre des Affaires étrangères Dhoïhir Dhoulkamal que "80% des cadres de son ministère étaient formés au Maroc". Une migration légale qui permet donc la création "d'une élite africaine pro-Maroc", aux yeux de Mohamed Badine El Yattioui, mais qui va également de pair avec la politique migratoire menée par le Maroc initiée en 2013 et la politique de régularisation de sans-papiers. D'autant que le Maroc s'est positionné en champion africain des migrations "sûres, ordonnées et régulières"

après avoir abrité la ratification du Pacte de Marrakech, en décembre 2018. Dans la foulée de ses engagements, Rabat abrite désormais l'Observatoire africain des migrations, inauguré en décembre 2020 et dont l'objectif est de développer la collecte, l'analyse et l'échange d'informations entre pays africains sur les phénomènes migratoires. Le Royaume se positionne pour abriter un certain nombre d'entités, tel que le siège de l'Union panafricaine de la jeunesse, voire des événements continentaux à l'image des rencontres sportives, du label "capitale africaine de la culture" dévolu à Rabat pour la première attribution, en passant par des forums régionaux telle que la dernière édition d'Africités. Toutes ces actions contribuent à un rayonnement africain du Maroc, qui s'érige ainsi en carrefour de rencontres. Toutefois, face à une influence étrangère accrue sur les opinions publiques du continent, le Maroc gagnerait davantage à "développer son aspect médiatique et culturel" à l'égard des pays africains, selon Ismaïl Regragui. En ce sens, le Royaume peine à porter ses vues et à parler aux sociétés civiles par le biais des médias classiques et numériques, à l'image de France 24, RFI, Russia Today ou des agences de presse étrangères qui ont investi le terrain, telles que Sputnik (Russie), Xinhua (Chine), voire Anadolu (Turquie). De même en termes de contenu culturel destiné à l'export. "Le Maroc a en commun la francophonie avec ces pays, mais il reste encore peu de production culturelle à destination de ces pays. C'est quelque part ce qui permet d'unir les peuples", conclut notre interlocuteur. ■

COOPÉRATION ACADÉMIQUE

LA BOURSE
ET LA VIE

Près de 12 500 étudiants issus de 47 pays africains poursuivent, via le canal de la coopération, leurs études au Maroc actuellement. Parmi eux, 11 000 bénéficient d'une bourse du Royaume, grâce à l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI). *TelQuel* a rencontré un de ces jeunes, Mohamed, qui arrive cette année de Djibouti. Il nous raconte, dans l'avion qui le transporte au Maroc, ses rêves, ses attentes et ses espoirs.



Dans ce vol Istanbul-Casablanca, un groupe se distingue. Tous semblent venir de la corne d'Afrique et leurs mines fatiguées semblent attester d'un voyage qui dure depuis bien trop longtemps. Tous, sauf Mohamed aux côtés duquel nous prenons place. Sa mine est réjouie, et les pleurs d'un bébé quelques rangées plus loin ne semblent pas le déranger outre-mesure. La conversation est initiée en anglais mais Mohamed nous corrige immédiatement : il vient de Djibouti et parle français. Après tout, son pays est une ancienne colonie française située sur la corne de l'Afrique là où le Golfe d'Aden et la Mer Rouge se rencontrent. Si la fatigue ne semble pas affecter Mohamed, c'est parce qu'il est excité par la prochaine et dernière étape de son voyage. Il se rend au Maroc car il vient tout juste d'obtenir une bourse universitaire du Royaume, via l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI).

AIDER SON PAYS

Cela fait presque sept heures que Mohamed a quitté Djibouti. C'est la première fois qu'il quitte son pays qui semble déjà lui manquer. Il nous parle des plus belles plages de son petit pays, comme celle des Sables Blancs du côté de Tadjoura au sud de Djibouti. Il évoque également la capitale Djibouti, connue

pour ses bases militaires. En effet, des troupes chinoises, japonaises, espagnoles, allemandes, italiennes, espagnoles et américaines ont pris leurs quartiers dans ce pays d'Afrique de l'Est. Et pour cause ! Passage obligé pour les bateaux traversant le Canal de Suez, Djibouti voit défiler des bateaux venant d'Asie, d'Europe et du reste du monde. Et Mohamed compte bien contribuer au développement du port de Djibouti, l'un des atouts de son pays. C'est pour ça qu'il a décidé de poursuivre une licence en logistique à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès. Il a d'ailleurs refusé de poursuivre des études à Oujda pour justement pouvoir bénéficier de cette formation. Il s'inquiète légèrement lorsqu'il prend conscience que nous sommes déjà en novembre. Son dossier a pris du temps, mais le Maroc, dit-il, a fait en sorte que tout se passe pour le mieux. Il se rassure immédiatement en se disant que les cours, dans les universités marocaines, ne débutent que début octobre.

DÉCOUVRIR LE MAROC

L'avion se rapproche du Maroc, après avoir survolé la Sardaigne. Mohamed nous interroge sur la géographie du

Des étudiants originaires de pays subsahariens sur le campus de l'université de Rabat.



© TOUMI

Royaume. Y a-t-il des plages aussi belles que celle de Djibouti ? Il semble presque étonné lorsque nous lui affirmons que le Maroc dispose de 3500 kilomètres de côtes. Il nous questionne sur la capitale, Rabat, où l'attend l'un des membres de sa famille. Il se demande également combien de temps il lui faudra pour rejoindre Fès. Même s'il ne s'y rendra pas immédiatement, Mohamed a hâte de voir une ville : Tanger. Il se demande à quoi ressemble la ville qui, comme Djibouti, est au croisement de deux mondes. Il veut voir le Cap Spartel où se croisent la Méditerranée et l'Atlantique à quelques kilomètres de la ville du détroit. Il rêve également de voir la neige, que ce soit sur l'Oukaimeden ou du côté d'Ifrane.

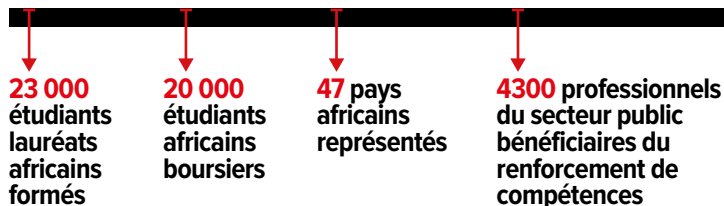
Mais, surtout, il se demande quel accueil lui réserveront les habitants du pays dans lequel il s'apprête à vivre : *“Une des filles de notre groupe est d'origine arabe. Elle est convaincue que la solidarité arabe lui permettra de s'acclimater rapidement”*. Mohamed ne parle que français mais est vite rassuré lorsque nous lui expliquons que nombreux sont les Marocains à disposer d'une compréhension de base de la langue de Molière. Il se dit aussi que la solidarité prévaudra au sein du groupe qui l'accompagne. En effet, chaque année, ce ne sont

EN CHIFFRES

35 000 diplômés étrangers formés

98 pays représentés

Entre 1999 et 2019 :



pas moins de 160 étudiants venant de Djibouti qui bénéficient d'une bourse d'études octroyée par le Maroc, portant le nombre total de ses concitoyens bénéficiaires à 420 actuellement. Au moment où nous quittons l'avion, Mohamed affiche un grand sourire. Il nous souhaite bon courage et semble prêt à relever son prochain grand défi. ■

DIPLOMATIE SPORTIVE

LE FOOTBALL POUR JOUER COLLECTIF

Dans la foulée du retour du Royaume dans l'Union africaine, le football marocain a aussi également emprunté la voie continentale.

Nouvelle terre d'accueil des rencontres et événements du football africain, le Maroc vante un modèle de développement du football à destination des autres fédérations.



Le dernier dauphin au Ballon d'Or France Football paraissait presque surpris au moment de découvrir le complexe Mohammed VI de football à Salé. “*Je n'avais jamais su que l'on avait ce genre de complexe sportif en Afrique*”, s'étonnait l'attaquant sénégalais Sadio Mané, de passage au Maroc en juillet, où il y avait été récompensé du trophée de meilleur joueur africain de l'année 2022. Et d'ajouter : “*J'ai joué dans de grands clubs, mais je n'avais pas encore vu ça en Afrique et je pense que c'est à saluer.*” Cet aveu du dernier champion d'Afrique, qui s'entraîne au quotidien sur les terrains de l'ultramoderne Säbener Strasse, le centre d'entraînement du Bayern Munich, n'a rien d'anodin. Déployé sur une trentaine d'hectares et inauguré en 2019 après cinq ans de travaux et plus d'un demi-milliard de dirhams investis, le complexe est voulu comme le nouveau centre névralgique du football marocain. Mais pas seulement. “*Nous avons permis, nous permettons et nous permettrons aux équipes nationales africaines de venir au complexe, au moment qu'elles le souhaitent, pour passer des stages et profiter de l'offre de performance et des évolutions technologiques*”, déclarait le président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) Fouzi Lekjaâ, lors de l'inauguration des lieux. Après le grand retour au sein de sa “*famille*” africaine fin-janvier 2017, le Maroc caresse en parallèle l'idée de se positionner comme la maison du football africain. Une ambition qui se voulait globale tant il a d'abord fallu “*reprendre sa place légitime dans toutes les organisations continentales*”, disait Fouzi Lekjaâ à la veille des élections de la Confédération africaine

de football (CAF), deux mois seulement après que le Royaume a retrouvé son siège au sein de l'Union africaine. Mais aussi retrouvé sa compétitivité sportive dans les différentes catégories avant de tailler au continent une part de choix dans sa stratégie.

PARTENARIATS MULTIFORMES

Oublié donc le temps où le football national allait de désillusion en désillusion et éprouvait toutes les peines à marquer le continent de son empreinte. Sous Fouzi Lekjaâ, le Royaume a réorganisé son football, aussi bien masculin que féminin, avec des résultats sportifs au rendez-vous : deux clubs marocains se sont adjugé la Ligue des champions et la Coupe de la CAF en 2022. De quoi mieux vanter un modèle de développement du football marocain vers l'Afrique et bel et bien tourner la page de la non-organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015, pour risque sanitaire lié à la propagation d'Ebola. Depuis les années 2015-2016, la FRMF déploie une politique de coopération internationale avec les différentes fédérations du continent. Celle-ci prend forme autour de conventions de partenariats multiformes, co-construites entre la FRMF et chacune des fédérations africaines. Elles sont ajustées en fonction des besoins de chaque pays. En 2019, selon nos informations, ce

Le souverain lors de l'inauguration du Complexe Mohammed VI de football, le 9 décembre 2019 à Salé, avec à ses côtés Faouzi Lekjaâ. Un centre qui fait partie du "top 5 mondial", selon l'entourage de Lekjaâ.



© TMOUINI

sont 47 partenariats de ce type - alors que la CAF compte 54 pays membres - qui ont été nouées avec les fédérations issues des différentes sous-confédérations, et renouvelables tous les deux ans. Ces conventions brassent large et portent aussi bien sur l'accueil de stages de préparation destinés aux joueurs que sur la formation de cadres techniques et administratifs, d'arbitres et d'entraîneurs. Ces accords peuvent concerner un accompagnement en matière de réalisation d'infrastructures sportives, en fonction des demandes faites. Ainsi, des techniciens marocains font valoir leur approche et apportent une assistance dans la réalisation de stades, la pose de pelouse ou encore en matière d'éclairage. Des projets de construction de stades de football voient ainsi le jour dans la ville de Ziniaré au Burkina Faso ou encore dans la localité de Riboque, à Sao Tomé-et-Principe. Un exemple de coopération internationale qui peut même aller plus loin. En marge des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019, la FRMF a pris en charge les dépenses de la sélection du Malawi, confrontée à de fortes difficultés financières... et engagée dans le même groupe que les Lions de l'Atlas. Une enveloppe de 5 millions de dollars avait été débloquée pour permettre au football malawite de se restructurer.

HÔTE ET VITRINE DU FOOTBALL AFRICAIN ?

Une coopération Sud-Sud également matérialisée au niveau sportif. D'autant que sur les dernières dates officielles prévues dans le calendrier des sélections, le Maroc s'est positionné en terre d'accueil des joutes africaines. Près d'une douzaine d'équipes du continent ont ainsi pu disputer leurs rencontres officielles ou amicales, sur les terrains de Marrakech, Tanger ou Agadir, à leur demande. Depuis l'élection du Sud-africain Patrice Motsepe à la tête de la Confédération africaine de football (CAF), en mars 2022, l'instance du football africain demande à ce que les rencontres se jouent sur des terrains homologués et aux normes. *"Le Maroc a toujours aidé et assisté de nombreux pays et ce, depuis de longues années"*, a ainsi reconnu Patrice Motsepe, en déplacement au Maroc ce 11 novembre, en marge de la finale de la Ligue des champions féminine 2022 opposant l'AS FAR au Mamelodi Sundowns, remportée par les Marocaines. Un tournoi qui s'est déroulé au Maroc, à l'instar de la finale masculine de la Ligue des champions africaine, la Supercoupe d'Afrique, la cérémonie des CAF Awards... pour ne prendre que les plus récents événements. La réussite, populaire et organisationnelle, de la dernière CAN féminine 2022 a conduit les instances dirigeantes du football africain à attribuer au Maroc l'accueil de la prochaine édition, en 2024. De quoi apporter un crédit de plus à un pays dont il se murmure qu'il souhaite organiser la CAN masculine de 2025. Et asseoir un peu plus le rôle d'hôte et de vitrine du football africain à laquelle il semble aspirer.

DU RECTANGLE VERT AU TERRAIN DIPLOMATIQUE

C'est que derrière le sportif, le Maroc est désormais une place qui compte sur l'échiquier institutionnel du football, après des années d'absence qui lui avaient été préjudiciables. En témoigne l'élection de Patrice Motsepe, abritée à Rabat. Réelu en juillet dernier pour un troisième mandat à la tête de la FRMF, Fouzi Lekjaâ siège également comme membre du comité exécutif de la CAF, mais aussi de la FIFA depuis mars 2021. De quoi être aux avant-postes pour mieux servir les vues du Maroc, comme il nous le confiait en décembre 2019 : "Je ne suis pas à la CAF en tant

que Fouzi Lekjaâ, mais en tant que représentant du Royaume. Je suis discipliné, je tiens compte des choix stratégiques de mon pays et ne suis qu'un élément d'une chaîne." Ainsi, en avril 2021, son activité permet d'obtenir un amendement à l'article 4 des statuts de la CAF permettant que seuls les pays "indépendants et membres de l'ONU" soient admis dans l'organisation panafricaine. De quoi exclure de facto une éventuelle équipe du Polisario à la CAF, qui a depuis adopté une carte complète du Maroc. ■

PARTENAIRE DU CONTINENT

Le Maroc, à travers la FRMF, a multiplié les partenariats mais aussi les aides aux pays du continent en vue de leur permettre de développer leurs infrastructures sportives. Mais pas que. L'aide marocaine s'étend aussi au partage d'expertise et à la formation. Petit aperçu.

► Ethiopie

Les fédérations marocaine et éthiopienne ont signé un accord pour un traitement préférentiel dans l'organisation de matchs amicaux entre les différentes sélections nationales. Les deux pays partageront également leur expertise dans la formation des jeunes et le développement du football féminin.

► Djibouti

Les dirigeants des clubs de première division ont pu bénéficier de formations offertes par la FRMF, et effectuées au Maroc, dans la gestion de clubs de haut niveau. Une formation créée sous l'égide de la CAF avec laquelle la FRMF entretient une proximité depuis plusieurs années.

► Sao Tomé-Et-Principe

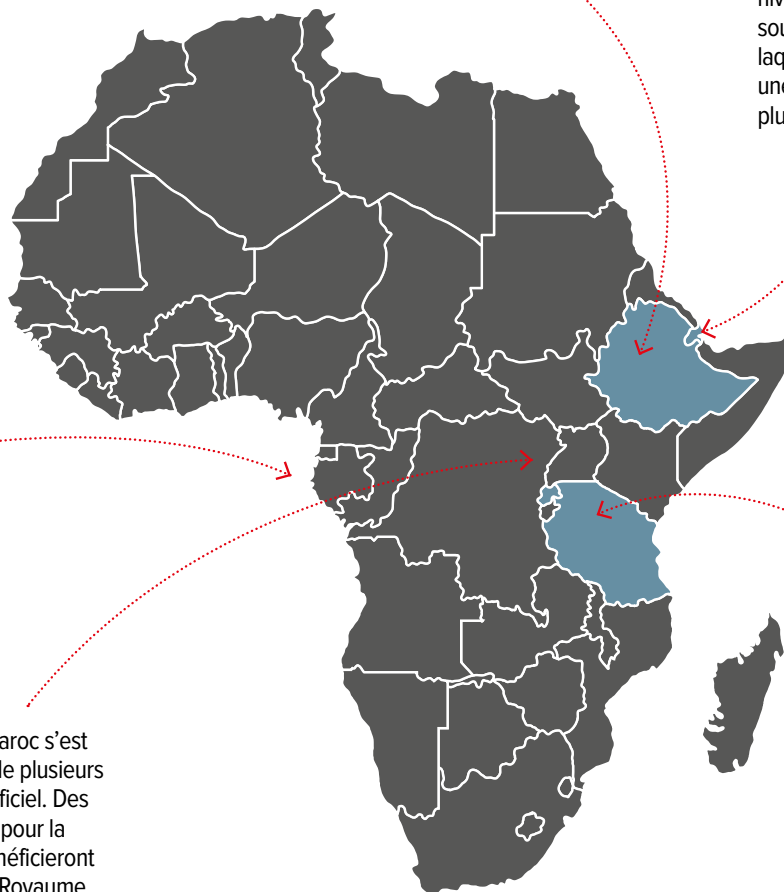
Avec cette petite île située au large du continent, le Maroc a signé un partenariat général pour la formation touchant aux domaines du coaching, de l'arbitrage et de la médecine sportive. Le Maroc a également entamé la construction d'un terrain de football.

► Rwanda

Avec le pays de Paul Kagame, le Maroc s'est engagé à financer la construction de plusieurs pelouses disposant d'un gazon artificiel. Des experts marocains seront sollicités pour la construction de ces terrains qui bénéficieront également du soutien financier du Royaume.

► Tanzanie

En Tanzanie, le Maroc s'est engagé à la construction d'un stade de grande capacité dont le financement pourrait être assuré par le Royaume.



■ Pays ayant noué des partenariats sportifs avec le Maroc

A l'Académie Mohammed VI de Salé, le Maroc offre :

1 Une formation des arbitres, notamment dans le domaine de la VAR que le Maroc est le seul à avoir adopté sur le continent

2 Une formation des entraîneurs du continent en vue de décrocher une licence CAF

3 Un centre d'accueil pour les sélections étrangères pour leur permettre de préparer leurs rencontres. Sur le reste du pays, le Maroc propose également d'accueillir des rencontres amicales et officielles d'autres pays du continent

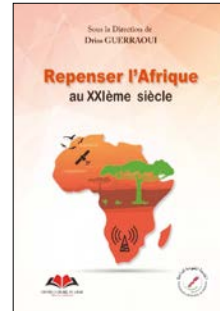
COMPRENDRE LES ENJEUX DE NOTRE CONTINENT

Une sélection d'ouvrages pointus disponibles sur Qitab.ma pour comprendre les enjeux géopolitiques, économiques et culturels de l'Afrique.

Commander sur
QITAB.MA

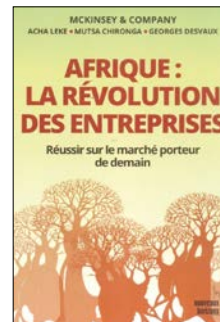
ou par Whatsapp au
06 71 81 84 60

Livraison dans
tout le Maroc
en 48h à 72h



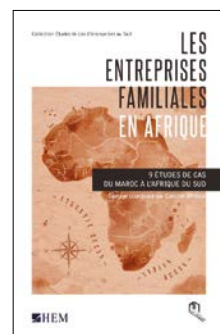
REPENSER L'AFRIQUE AU XXI^e SIÈCLE

Quelles pistes et quelles approches pour repenser l'Afrique du XXI^e siècle à l'aune des transformations majeures de la nouvelle donne mondiale?



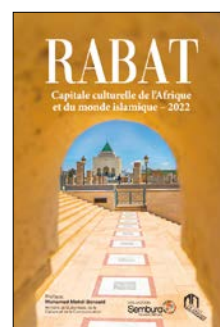
AFRIQUE: LA RÉVOLUTION DES ENTREPRISES

Cet ouvrage signé McKinsey nous informe de l'intérieur sur les entreprises du continent et leurs perspectives de croissance.



LES ENTREPRISES FAMILIALES EN AFRIQUE: 9 ÉTUDES DE CAS DU MAROC À L'AFRIQUE DU SUD

Histoires, réussites et échecs d'entreprises familiales en Afrique pour construire des situations d'apprentissage et de formation.



RABAT, CAPITALE CULTURELLE DE L'AFRIQUE ET DU MONDE ISLAMIQUE

Un livre regroupant les textes d'écrivains du Maroc et de l'ensemble du continent africain, préfacé par Mohamed Mehdi Bensaid.

MAMADOU TANGARA

UN OUJDI DE COEUR À LA TÊTE DE LA DIPLOMATIE GAMBIENNE

Ministre des Affaires étrangères de Gambie, Mamadou Tangara entretient un lien très fort avec le royaume où il a accompli son premier cycle universitaire. De Banjul à New York en passant par Bruxelles, l'étonnante trajectoire d'un diplomate profondément attaché à ses racines africaines.



Casablanca, 12 août. Tintements d'assiettes et entrechoquements de cuillères. Au Hyatt Regency, un jeudi à sept heures du matin, Mamadou Tangara arrive au restaurant servant le petit déjeuner par le lobby moqueté du palace. Longiligne, costumé, la démarche leste, il se sert une crêpe traditionnelle, y tartine un peu d'amlou et prend place dans un sofa en velours violet. Le ministre gambien des Affaires étrangères en exercice décoche tout de go : *“Je me sens profondément oujdi, un Oujdi qui se place sous la protection de Sidi Yahia Benyounés (le saint-patron de la ville, ndlr).”*

Tangara est un Marocain de cœur. C'est lui qui, le premier, a eu l'idée d'implanter un consulat à Dakhla, déclenchant une rapide réaction en chaîne. Depuis le 8 janvier 2020, quand la première pierre du consulat gambien a été posée, 22 pays du continent ont inauguré une représentation. Des représentations qui sont devenues un levier diplomatique déterminant pour l'intégrité territoriale du Maroc. Tangara, on l'aura compris, a un faible pour le Maroc et ne s'en cache pas. Entre le royaume et ce haut dignitaire gambien,



© DR

une fusion s'est très tôt opérée. À la faveur d'un programme de coopération entre la Gambie et le royaume, le jeune Tangara, bachelier, s'envole pour Oujda vers le milieu des eighties. La perle de l'orientale l'accueille le temps de décrocher une licence en Lettres à l'université Mohammed 1er. De ce passage au Maroc, il conserve des souvenirs vivaces, ceux d'une intense camaraderie avec des étudiants venus de toute l'Afrique : *“Je me suis rendu compte que ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise”*. Oujda, c'est sa madeleine de Proust, son deuxième foyer. Il s'en est ouvert au roi

Mohammed VI à Addis Abeba, en janvier 2017, au moment où le Maroc réintérait l'Union africaine après une absence de 33 ans. *“Le souverain était aussi surpris que ravi de mon passage au Maroc, il était très content que je sois un pur produit de la coopération maroco-gambienne et m'a assuré de tout son soutien”*.

MOROCCAN LOVE STORY

Sa licence obtenue à Oujda, Tangara revient en Gambie. Il s'y active un temps dans la formation des maîtres avant de s'envoler pour Paris afin de s'inscrire dans une école de journalisme, le CFPJ. Prochaine étape : la Belgique, où il démarre un cursus en démographie à l'université catholique de Louvain. Diplômé, il soumet une candidature à la Commission européenne. Un Africain à Bruxelles ? Les mauvaises langues ricanent. Impossible, à moins d'avoir un piston solide. *"Moi, je n'avais personne, juste Dieu"*. Ce sont donc les voies du seigneur qui lui ouvrent celles de Bruxelles. Tangara intègre la commission pour un bref interlude. De retour en Gambie, il est repéré par l'*"European commission support unit"*. Il en devient le responsable de la communication. Mais très vite, les tropismes académiques reprennent le dessus. Universitaire dans l'âme, Tangara n'en a pas fini d'apprendre. Une intense curiosité vis-à-vis de ses origines le taraude. C'est à Limoges qu'il pose ensuite ses valises pour préparer une thèse de doctorat en *"African studies"*. Son parcours académique bouclé, les choses s'accélèrent pour Tangara : poste d'enseignant à l'université nationale de Gambie, puis de doyen avant que les sirènes du gouvernement ne carillonnent. *"J'ai ensuite fait des va-et-vient entre le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Enseignement supérieur, de la recherche, des sciences et de la technologie."* En 2013, Tangara est nommé Représentant permanent de son pays auprès des Nations unies.

HARIRA À NEWYORK

À New York, les repères se brouillent. La mère patrie paraît si loin. La nostalgie point et la madeleine de Proust marocaine trouve un exutoire dans l'amitié qui unit Tangara à Omar Hilale, Représentant permanent du royaume auprès des Nations unies. Les deux diplomates se fréquentent assidûment pendant les six ans du mandat de Tangara. *"Grâce à Omar, je ne me suis jamais 'dépaycé' du Maroc ; j'avais droit à ma harira, envoyée tous les jours par lui, pendant le mois de ramadan"*. Mais Tangara entretient des liens solides avec les diplomates marocains en général. Parmi nos diplomates, il évoque ceux qu'il connaît bien et admire. Nasser Bourita est un *"frère"* ; Youssef Amrani, ambassadeur du Maroc au Rwanda, *"un homme extraordinaire"* ; Mohamed Methqal, directeur général de l'agence de coopération internationale est *"très dyna-*

Pour Mamadou Tangara, son homologue Nasser Bourita est un "frère".



mique, passionné par ce qu'il fait"; Taieb Berrada, l'ambassadeur du Maroc au Sénégal et en Gambie, *"un immense diplomate"*. Le Maroc, peu le savent, jouit également d'un enracinement inédit en Gambie. Il existe en effet une importante communauté gambienne d'origine marocaine, dont certains membres occupent des postes de grande responsabilité. À l'instar de Talib Ahmed Bensouda, maire de Kanifing, la plus grande municipalité du pays. La procureure générale de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, est elle aussi d'origine marocaine.

FORCE TRANQUILLE

Au fil de son récit, Tangara exsude comme une sorte de stoïcisme devant l'épreuve du pouvoir. Rien ne semble affecter cet homme d'un flegme très britannique. Son équanimité, il la puise dans une spiritualité intense. La foi occupe une place centrale dans sa vie. Lorsque la charge de la fonction devient lourde, harassante, que l'impasse semble l'unique horizon, le ministre trouve un exutoire dans le recueillement. Réflexe qu'il tient de ses parents. *"Chez nous, on dit que lorsque tu réussis, toute la communauté réussit, mais lorsque tu échoues, c'est l'échec de ta maman"*. Tangara s'est promis de ne jamais faire honte à sa mère ni à son père, parti récemment à l'âge de 99 ans. À 56 ans seulement, Mamadou Tangara est aujourd'hui un technocrate madré que la politique politicienne laisse dubitatif. Se voit-il un destin présidentiel ? Il assure ne *"même pas y penser en se rasant"*. Pour lui, *"le pouvoir n'est qu'un sacerdoce, le plus important c'est ce qu'on laisse à la postérité, aux générations futures."* *"Que m'apporterait le fait d'être président? ajoute-t-il, je suis ministre des Affaires étrangères, je peux influencer sur la politique étrangère de mon pays, je suis derrière le président Barrow ; le pouvoir est éphémère, de grands hommes se croyaient éternels, les cimetières en sont pleins."* ■

*NDLR: Article publié initialement sur telquel.ma le 23 septembre 2021

DIAPORAMA

LE MAROC, UNE VOCATION AFRICAINNE

Au lendemain de son indépendance, le Maroc s'est attaché à cultiver ses relations avec le reste du continent. Résolument tournés vers le Sud, les trois souverains du Maroc post-indépendance ont contribué à l'édification d'une unité et d'une solidarité africaine tout en faisant office de pont entre le continent et le reste du monde. Retour sur ce tropisme africain en images à travers des clichés immortalisés pour la plupart par le photographe Mohamed Maradji, et d'autres instantanés issus des récents déplacements du roi Mohammed VI sur le continent.



EN SOUTIEN DE L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE CONGOLAISE ▶

Premier premier ministre de la nouvellement indépendante République démocratique du Congo (RDC), Patrice Lumumba est à la recherche de soutiens lorsqu'il se rend à Rabat en ce mois d'août 1960. Face à la menace séparatiste de la région du Katanga, le père de l'indépendance congolaise est à la recherche de soutiens militaires. Sur ce cliché, il est reçu par le Roi Mohammed V au palais de Rabat. Le souverain le décorera du Grand cordon de l'ordre du trône. Quelques mois plus tard, un contingent des FAR intègre les troupes des Nations Unies qui doivent protéger la RDC des attaques rebelles. Il s'agit de la première intervention des FAR à l'étranger. L'une des plus grandes avenues du centre-ville de Rabat porte toujours le nom du leader congolais.



© MOHAMED MARADJI



© MOHAMED MARADJI

◀ VERS LA NAISSANCE D'UNE UNITÉ AFRICAINE

Il s'agit d'un acte fondateur de l'unité africaine et précurseur de la création de l'Organisation de l'unité africaine. Du 3 au 7 janvier 1961, le Maroc reçoit les dirigeants de sept pays africains à l'occasion du premier sommet africain qui se tient à Casablanca. Aux côtés, notamment, des présidents ghanéen Kwamé N'Krumah et malien Modibo Keita, Mohammed V préside à l'élaboration de la charte de Casablanca qui condamne la présence coloniale mais aussi l'ingérence étrangère en Afrique. L'esprit de cette charte mènera à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dont le Maroc est l'un des membres fondateurs. Aujourd'hui, un portrait de Mohammed V orne le hall principal du siège de l'Union africaine à Addis-Abeba.



© MOHAMED MARADJI

◀ UNE PAIX SOUS LES AUSPICES DU CONTINENT

Cela fait près d'un mois que le Maroc et l'Algérie sont enlisés dans la "Guerre des sables". Inquiétés par un conflit entre deux pays africains, le reste du continent se mobilise pour tenter de sceller une paix entre les deux voisins. Après plusieurs tentatives infructueuses de médiation, le roi Hassan II et le président algérien Ahmed Ben Bella conviennent de se rencontrer à Bamako, au Mali. En présence de l'empereur d'Ethiopie Haïlé-Sélassié et du président malien Modibo Keita, Rabat et Alger signent un accord de cessez-le-feu le 29 octobre 1963. Celui-ci ne sera pas respecté, mais l'OUA mettra en place une commission de médiation et participera à la mise en place d'une zone démilitarisée entre Figuig et Tindouf. Quelques mois plus tard, une paix définitive est scellée entre les deux voisins.



© MOHAMED MARADJI

▲
**PREMIERS PAS DANS LA
DIPLOMATIE RELIGIEUSE**

En 1964, Hassan II se rend à Dakar pour une occasion spéciale. Accompagné du président sénégalais Léopold-Sédar Senghor, le souverain participe à l'inauguration de la Grande mosquée de Dakar. La construction de l'édifice religieux, dont l'architecture est d'inspiration marocaine, a été intégralement financée par le Maroc, qui a même dépêché des ouvriers au pays de la Teranga. Près de cinq décennies plus tard, la mosquée accueillera un autre hôte de marque : le roi Mohammed VI.

▶
**PORTE-PAROLE DU
CONTINENT**

A l'occasion du sommet France-Afrique tenu à La Baule (France) en juin 1990, François Mitterrand prononce un discours sévère. Il conditionne l'accès aux aides financières françaises à une démocratisation à marche rapide des pays africains dans une allocution aux allures paternalistes. En réaction, Hassan II se montre plus nuancé et plaide, dans son discours, pour une démocratisation progressive des pays du continent à un rythme adapté à leur développement. A la sortie du sommet, de nombreux leaders africains se reconnaîtront dans le discours du souverain.





▲
DU NORD AU SUD

En 1992, Hassan II reçoit Nelson Mandela qui s'apprête à devenir président de l'Afrique du Sud, deux ans plus tard. Lors de la lutte contre l'apartheid, le Maroc a soutenu l'African national congress de Nelson Mandela, lui permettant d'acquérir des armes pour financer la lutte contre le régime raciste. Le président sud-africain ne manquera pas de souligner l'aide marocaine dans un discours prononcé en 1995 en présence de Abdelkrim Al Khatib, ancien ministre d'État chargé des Affaires africaines, dont le rôle en tant qu'architecte de la lutte armée de l'ANC sera reconnu par Mandela.

UNE AGRICULTURE POUR TOUS

En 2013, le Salon de l'agriculture de Meknès reçoit deux hôtes de marque en la personne du roi Mohammed VI et du président gabonais Ali Bongo. L'occasion pour le chef d'État gabonais de s'enquérir des méthodes marocaines et de quitter le Royaume avec, dans ses valises, l'idée d'un Plan Gabon Vert dont les grandes lignes seront inspirées du Plan Maroc Vert.





◀ **L'AFRIQUE DE DEMAIN**

Une problématique que tout un continent doit prendre à bras-le-corps. C'est en somme le message envoyé par le roi Mohammed VI aux leaders africains à l'occasion de l'African Action Summit qui s'est tenu en marge de la COP 22 de Marrakech. L'évènement constituait une occasion pour les leaders africains de se fédérer et d'exprimer d'une seule voix leur volonté lors de la grand-messe de la lutte contre le réchauffement climatique. Il a aussi permis au souverain de présenter l'initiative AAA (Adaptation pour l'agriculture en Afrique) qui vise à mettre en place une agriculture durable pour nourrir la population du continent.

© DR

"IL EST BEAU LE JOUR OÙ L'ON RENTRE CHEZ SOI"

En février 2017, c'est par la grande porte que le Maroc retourne au sein de l'Union africaine. Près de deux décennies après son départ de la famille africaine, le Royaume réintègre l'organisation panafricaine dans ce qui constitue le parachèvement d'une politique continentale portée par le souverain durant les trois années précédant ce retour. Mohammed VI s'est rendu aux quatre coins du continent en vue de fédérer les soutiens au Royaume. Sur le pupitre de la salle Nelson Mandela, le roi prononce un discours historique qui marque définitivement le retour du Maroc.



© DR

BOUCLER LA BOUCLE

Une visite chargée de symboles. Près de 60 ans plus tard, Mohammed VI se rend à Madagascar, terre d'exil du sultan Mohammed V et de la famille royale durant le protectorat. Le roi suit les traces de son grand-père en se rendant à l'Hôtel des Thermes où a séjourné Mohammed V entre janvier 1954 et novembre 1955. Mais au-delà des symboles, le souverain se rend également à Madagascar en vue de sceller un partenariat win-win avec Antananarivo dans le sillage du retour du Maroc au sein de l'UA. La visite royale est notamment marquée par un accord bilatéral pour la valorisation du canal des Palanganes, l'une des voies navigables les plus importantes au monde.



© DR



ÉCONOMIE

DES ENTREPRISES QUI S'IMPLANTENT SUR LE CONTINENT

- Le ministre de l'Industrie, Ryad Mezzour: une industrie marocaine, une vision africaine

- Comment le gazoduc est devenu un outil de développement commun

- Les entreprises marocaines sur le continent: cartographie d'une émergence

- Tout savoir sur la ZLEC, la zone de libre-échange africaine

- 4 défis à relever pour permettre le développement des PME sur le continent

CARTOGRAPHIE

ENTREPRISES MAROCAINES, PRÉSENCE CONTINENTALE

Pour les entreprises marocaines, le marché africain est une zone de croissance pour soutenir leur ambition d'internationalisation. Banques, industrie, commerce, mines, BTP, télécoms, les groupes du Royaume ont tissé leur toile en se greffant le plus souvent sur les liens économiques, politico-diplomatiques, parfois même spirituels, entre le Maroc et les pays d'implantation. Voici la carte de la présence marocaine au sud du Sahara.



BANQUES

C'est le pivot de la stratégie marocaine d'implantation. Portée par le trio de tête des banques au Maroc, l'expansion du réseau bancaire marocain en fait le fer de lance des investissements privés marocains en Afrique subsaharienne.

► **BANK OF AFRICA** : Chez l'ex-Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE), les affaires africaines sont tellement florissantes qu'elles ont induit un changement de nom en 2020. La désormais Bank Of Africa a tissé une toile de 18 filiales dont 16 sur le continent: à l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Togo et Sénégal) et à l'est et dans l'Océan indien (Burundi, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda, Rwanda et Tanzanie).

► **BCP** : L'étendard africain de la Banque Centrale Populaire (BCP) est planté depuis la fin des années 1980 avec des implantations en Centrafrique et en Guinée. Un mouvement qui s'est accéléré en 2012 lorsque la BCP a acquis une majorité de parts de la Banque Atlantique. Suffisant pour étendre son réseau bancaire aux pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Niger, Mali, Sénégal et Togo) et même plus au sud du Sahara (Centrafrique, Guinée, Madagascar, Maroc, Maurice, Mauritanie). Si on compte les acquisitions des participations du groupe français Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE) dans 3 banques au Cameroun, au Congo et à Madagascar, le réseau de la BCP couvre 17 pays africains.

► **ATTIJARIWABA BANK** :

L'année 2005 est celle de l'internationalisation à la conquête de l'Europe. La même année, l'ancienne BCM-Wafa Bank met le pied au Sénégal et en Tunisie. Leur fusion mènera trois ans plus tard au label de la Compagnie bancaire de l'Afrique occidentale (CBAO) qui lui permet d'intégrer des pays comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger ou encore le Bénin, le Mali, le Togo. Puis, à coups d'acquisitions et de rachats, le groupe bancaire s'est étendu aussi en Afrique centrale au Congo, au Gabon, au Cameroun, au Tchad, puis en Afrique du Nord, à l'Égypte, à la Mauritanie ; et plus à l'est au Rwanda. Avec près de 6000 agences bancaires sur le continent, Attijariwafa bank revendique le titre de premier réseau bancaire en Afrique avec une présence dans 11 pays.



ENGRAIS

► OCP AFRICA :

D'abord timide au début, la présence du géant marocain des phosphates s'est accrue un peu plus de cinq ans après la création de son vaisseau amiral d'investissement en Afrique. OCP Africa a pu massifier sa présence dans 18 pays africains avec un positionnement qui mêle à la fois sécurité alimentaire et coopération Sud-Sud. Le producteur d'engrais a adopté comme stratégie de pratiquer des prix très bas pour rendre accessible l'engrais qu'il produit ou adapte pour les agriculteurs africains. En parallèle, il développe avec des investisseurs locaux, des gouvernements, des ONG, la construction de méga-usines d'engrais, des centres de recherche agricole ou de formation d'agriculteurs ou de cadres dans ces pays d'implantations : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Zambie.



MINES

Dans le continent au sous-sol le plus riche, les entrepreneurs marocains prospectent à la recherche des potentialités minières. Et ils sont loin d'être déçus.

► **MANAGEM, LE FILON AFRICAIN :** La société minière de la holding royale creuse le filon africain depuis le début des années 2000. 1,5 million d'onces de réserve d'or en Guinée, de 45 000 tonnes de cuivre et 5 000 tonnes de cobalt par an en RDC. Managem a réussi à s'implanter dans 9 pays africains où elle exploite, produit ou commercialise des minerais. Dans ces pays d'implantations tout comme en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Burkina-Faso, en Ethiopie, le groupe explore les potentialités en métaux (de base ou précieux) ou encore du cobalt.



AERIEN

► ROYAL AIR

MAROC : Depuis son premier vol vers Dakar en 1957, la compagnie

nationale a étendu le réseau des routes aériennes vers le continent. Les avions de la RAM atterrissent dans 25 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, soit une couverture de la moitié de l'Afrique (Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Gambie, Guinée Conakry, Mali, Libéria, Sierra-Leone, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Burkina-Faso, Ghana, Bénin, Nigéria, Guinée-Equatoriale, Gabon, Cameroun, Centrafrique, Congo, RDC). Dans un contexte de concurrence exacerbée après le coup dur du Covid, la RAM a été contrainte de réduire sa flotte sans trop s'éloigner des routes rentables sur un continent où elle ambitionne de devenir le premier transporteur africain.

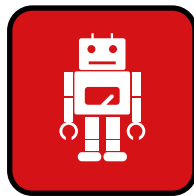


TELECOMS

Encore seul sur le marché, un groupe marocain tente de concurrencer des grands groupes bien établis. Le développement est fulgurant.

► MAROC TELECOM :

S'il tutoie aujourd'hui le Français Orange ou encore le Sud-Africain MTN, c'est que l'opérateur des télécoms a connu un développement fulgurant. Placé sur la carte des opérateurs panafricains avec un parc de 60 millions de clients, l'opérateur marocain est présent dans 10 pays africains notamment grâce au rachat des opérateurs historiques de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Gabon et du Mali. Une expansion qui a permis de réunir toutes les filiales du groupe sous la marque de Moov Africa présente en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, au Niger, en Centrafrique ou encore au Tchad.



TIC

Moins connue du grand public, l'expertise marocaine en matière de technologies applicables dans la monétique et les services informatiques bancaires est prisée sur le continent. Dans certains pays, elle est même centrale.

► **HPS, CONTINENTAL APPÉTIT** : Discrète, sérieuse et très implantée, la Hightech Payment Systems fait aujourd'hui plus de 45% de son chiffre d'affaires en Afrique. Ses près de 500 ingénieurs développent quotidiennement des solutions de paiement électronique et des prestations de services informatiques à destination des grandes entreprises de 39 marchés en Afrique. Les pays couverts s'étendent dans tout l'espace de l'UEMOA (8 pays) mais aussi en Afrique du Nord (Libye) et Afrique australe (Afrique du Sud). Espérant profiter d'un taux de bancarisation, du développement du e-commerce et du mobile money, l'entreprise fondée en 1995 par Mohamed Horani devrait maintenir la hausse continue de son chiffre d'affaires à deux chiffres.

► **M2M, LES TROIS LETTRES DE L'AMBITION** : Depuis le début des années 2000, la SSII marocaine se pose à l'avant-garde de la modernisation des services bancaires. Pour les banques, les acteurs de la grande distribution, les administrations, les opérateurs de téléphonie, les sociétés de transport ou encore les universités, les fintech et les start-ups en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Egypte, Mauritanie), de l'Est (Ethiopie, Centrales (RDC, Congo, Gabon, Cameroun, Guinée Equatoriale), de l'Ouest (Bénin, Nigéria, Burkina-Faso, Guinée, Sénégal), l'entreprise technologique développe des solutions de paiement multicanal, de billettique et des services biométriques.



© TMOON



ECOTOURISME

Après avoir réussi des projets de dépollution et réaménagement de lagons à des fins touristiques, le Maroc souhaite exporter son expérience en l'inscrivant dans un modèle de coopération Sud-Sud.

► **MARCHICA MED, PETITE RIVIÈRE DEVIENDRA GRANDE!** : Son objectif est de dupliquer le succès du réaménagement de la lagune de Marchica à Nador. Implantée en Côte d'Ivoire depuis 2016, la société publique marocaine est le maître d'œuvre assistant de l'aménagement et de la transformation de la Baie de Cocody et la dépollution de la lagune Ebrié à Abidjan. Avec une enveloppe totale de 700 millions de dollars, le projet entend redonner son lustre au cœur de la métropole ivoirienne avec la construction de plusieurs édifices (ponts, hôtels, ports, bâtiments culturels) et la dépollution de sa lagune centrale. Un projet similaire est en passe d'aménager et rétablir la navigabilité des 700 Km du Canal des Pangalanes situé à l'est de Madagascar. Alors que ces deux projets sont toujours en cours d'achèvement, Marchica Med a créé en 2021 sa filiale africaine qui devra se charger de concrétiser l'agencement de sites côtiers à l'est du Kenya.



HYDROCARBURES

Le secteur devra compter avec un nouveau venu en provenance du Royaume qui tente discrètement de grignoter des parts de marchés surtout que les découvertes et les projets pétro-gaziers s'accumulent

► **LES BONNES POMPES D'AFRIQUIA** : La filiale d'Akwa Group vient tout fraîchement d'absorber TotalEnergies Mauritanie, acteur majeur depuis 1999 de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz dans le pays. Le deal qui s'est chiffré à 185 millions de dollars permet à Afriquia de récupérer les 40 points de vente de l'entreprise française à travers la Mauritanie. Pour autant, ce n'est pas la première implantation d'Afriquia sur le continent : en 2014, il avait acquis 80% de Klenzi Distribution et son réseau de 15 stations de distribution de produits pétroliers en Côte d'Ivoire. Puis en 2019, la branche gazière du groupe s'était implantée au Cameroun. La même année, une JV avec l'Américain Chevron avait permis à sa succursale tournée vers les lubrifiants de distribuer des huiles moteurs dans 14 pays en Afrique du Nord et de l'Ouest (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Tunisie, Sénégal, Niger, Mauritanie, Mali, Guinée Conakry, Bénin, Gabon et République Démocratique du Congo.)



► **COOPER PHARMA** : En orientant ses produits vers l'Afrique dès les années 1990, le groupe pharmaceutique a pris une avance certaine. Créé en 1933, le laboratoire pharmaceutique exporte ses médicaments à destination de 20 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre. Mais ce n'est qu'en 2010, avec l'acquisition d'un laboratoire tchèque, et la création, trois ans plus tard, de sa filiale internationale basée à Dubaï que le groupe entreprend des implantations physiques hors des frontières du Maroc. Respectivement signés en 2014 et 2016, deux mémorandums avec la Côte d'Ivoire et le Rwanda devraient permettre l'ouverture prochaine de deux usines de fabrication d'antibiotiques.



BTP

► **CIMAT** : La filiale d'Addoha est une des premières à avoir flairé l'opportunité d'une

expansion intra-africaine. Le mouvement commence dès 2011 avec la création de Ciments de l'Afrique (CIMAF) pour permettre au groupe immobilier de pallier les difficultés d'approvisionnement en ciment et prendre une avance sur la concurrence dans la course aux projets immobiliers. Presque chaque année depuis cette date, CIMAT a ouvert une cimenterie dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Cameroun, Burkina Faso, Gabon, République du Congo, Mali, Mauritanie, Ghana, Tchad et Guinée Bissau) avec des capacités de production allant de 350.000 à 2 millions de tonnes de ciment par an.



INFRASTRUCTURES / IMMOBILIER

► **ADDOHA, LA SOCIAL CONNEXION** :

Le groupe immobilier a attendu près de 30 ans avant de déployer ses grues en Afrique. En parallèle de la création de sa société Ciments de l'Afrique (CIMAF), le groupe immobilier est allé chercher la croissance au sud du Sahara dès 2013 en mettant le pied en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, au Cameroun, au Congo Brazzaville, au Niger, au Sénégal et au Mali.. Une dizaine d'années qui lui ont permis de massifier sa présence dans 5 pays de l'Afrique de l'Ouest (la Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Sénégal, Ghana, Togo) où il contribue à la construction de logements sociaux mais aussi de projets immobiliers moyen et haut de gamme. A l'heure actuelle, 17 projets sont en développement en Afrique de l'Ouest avec une grande part des affaires situées en Côte d'Ivoire (12 projets) et en Guinée Conakry (2 projets).

► **ALLIANCES, LE RETOUR** : Avec des indicateurs revenus au vert, le groupe immobilier compte se relancer là où il avait pu trouver de bonnes affaires. C'est en 2013 que le promoteur immobilier a arpenté la route vers l'Afrique de l'Ouest et du Centre en annonçant de vastes projets de logements sociaux et quelques résidences de luxe au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Congo. Près de dix ans après, Alliances, qui a épuré ses dettes et annoncé une nouvelle feuille de route, devrait refaire fonctionner ses grues dans les pays précités (en plus du Maroc) tout en jouant un jeu d'équilibre sur ses comptes.



ASSURANCES

Conjoncture ou manque d'attrait ? C'est un secteur laissé en friche par les investisseurs marocains. Pourtant, il a fait jadis la réputation de l'expertise marocaine. Au point d'envisager leur retour ?

► **SAHAM, AFFLUENT**

DE SANLAM : Entré dans le tour de table de Saham trois ans auparavant, Sanlam rachète la totalité de ses parts en 2018. Chiffrée à 1,05 milliard de dollars, l'opération permet au premier assureur africain de consolider sa place en Afrique du Nord et de l'Ouest où l'ancrage de Saham agit comme un accélérateur. Au moment de son rachat, le groupe marocain avait déjà bâti un solide réseau de 35 compagnies d'assurances dans 26 pays en Afrique. Ce qui permet au groupe sud-africain d'enregistrer, l'année suivante, une de ses plus fortes progressions (+26%) dans ses résultats. Aujourd'hui encore, Sanlam s'appuie sur l'expertise marocaine pour muscler son dispositif en Afrique subsaharienne.



© DR

HASSAN BELKHAYAT

4 DÉFIS À RELEVER POUR RENFORCER LA PRÉSENCE AFRICAINE DE PME MAROCAINES

Managing Partner du cabinet de conseil SouthBridge, Hassan Belkhaty travaille notamment sur les problématiques de financement des PME en Afrique. Pour *TelQuel*, il liste les défis à relever pour ne pas cantonner la présence des entreprises marocaines sur le continent à celle des grands groupes.



Trop souvent, la présence des entreprises marocaines sur le reste du continent est résumée à celle des grands groupes opérant dans le domaine bancaire (BMCE Bank of Africa, Banque Populaire, Attijariwafa bank), des engrais (OCP), et jusqu'en 2021 dans les assurances. Si quelques PME parviennent à se distinguer sur le continent, d'autres refusent de tenter l'aventure de l'Afrique en raison des nombreuses contraintes qui accompagnent un tel projet. Hassan Belkhaty, Managing Partner du cabinet de conseil SouthBridge, synthétise pour *TelQuel* quatre défis à relever pour changer cette réalité.



dans différents secteurs, mutualisant la logistique, mais également d'autres services pouvant aller jusqu'à la garantie ou le financement.

3. UNE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE AU SERVICE DES PME

Pour les PME marocaines, il s'agit également de faire face à la compétition venue d'Europe et de Chine par exemple, poussée par leur propre diplomatie. Dans ces deux cas, le soutien aux entreprises fait partie de l'agenda économique des politiques étrangères de ces pays.

Le Maroc a aussi une politique de coopération,

et des écosystèmes très utiles pour le continent peuvent également être poussés systématiquement dans des secteurs comme l'irrigation, l'énergie, les services, etc, critiques pour l'essor de l'Afrique

4. RÉFLÉCHIR À INVESTIR SUR PLACE

Beaucoup de pays en Afrique ont aujourd'hui des politiques d'attraction des investissements agressives et de plus en plus crédibles. Certaines PME pourraient considérer des investissements en Greenfield dans ces pays ciblés et s'attendre à des retours beaucoup plus importants dans des logiques d'intégration plus fortes dans ces marchés. Certains exemples de PME dans l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire ou encore l'Offshoring, ayant investi directement sur le continent, sont considérés comme des cas d'école où c'est plus intéressant d'investir sur place pour le marché local ou régional, que d'exporter du Maroc. La nouvelle charte de l'investissement permettra également de faciliter ces investissements pour lesquels l'Investisseur marocain est souvent bien outillé. ■

1. ASSURER LES PAIEMENTS

Les entreprises sont très frileuses quand il s'agit de proposer des délais de paiement à leurs clients en Afrique, en raison des risques perçus liés à ce type d'opération. Au risque intrinsèque de défaut lié à des pays ou à des secteurs, s'ajoutent les risques liés à la disponibilité des devises ou des fluctuations de change très peu maîtrisées. Dans beaucoup de pays, certains de ces risques peuvent être couverts par des garanties publiques mais cela nécessite une bonne connaissance des réalités sur le terrain. En l'absence de tels mécanismes, les besoins de fonds de roulement vont être inclus soit dans les prix, soit à travers d'intermédiaires coûteux, ce qui rend automatiquement les PME non compétitives. Les entreprises européennes, turques et chinoises bénéficient de ce type de soutien de la part de leurs gouvernements.

2. FÉDÉRER POUR MIEUX EXPORTER

Aujourd'hui, les volumes individuels de chaque entreprise sont trop faibles pour justifier une logistique dédiée. Ainsi, 80% de la production des produits pharmaceutiques marocains destinés à l'Afrique passent par un grossiste en France en absence de circuit logistique plus optimal. Pour faire en sorte que cet état de fait évolue, il faut que les PME marocaines puissent se rassembler. Des groupements peuvent permettre la création de plateformes communes

RYAD MEZZOUR

“LE MAROC EST LE PREMIER INVESTISSEUR AFRICAIN EN AFRIQUE”

Dans cet entretien, Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, fait le point sur la présence des entreprises marocaines en Afrique et sur l'apport du Royaume pour le co-développement africain et la coopération Sud-Sud.



R yad Mezzour est un homme particulièrement heureux lorsqu'il se présente devant nous pour cet entretien. Il ne veut pas encore nous le dire, mais le ministre de l'Industrie s'apprête à s'entretenir avec Carlos Tavares, le PDG de Stellantis, pour déboucher sur une annonce qui doit ravir son département. En effet, le groupe automobile a annoncé vouloir doubler sa capacité dans l'usine PSA de Kénitra, qui devrait à l'avenir produire 450 000 voitures chaque année. Une décision qui s'accompagne d'un investissement de 300 millions d'euros et de la création de 2000 emplois. Dans un coin de sa tête, Ryad Mezzour doit sans doute espérer que cette décision cimentera, aux yeux de ses collègues, la place du Maroc comme l'une des puissances industrielles africaines. Après tout, l'homme revient tout juste de Niamey où il a représenté le Maroc à la réunion préparatoire au sommet des chefs d'État de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification qui aura lieu ce 25 novembre. En amont de cet événement, nous faisons le point avec le ministre sur la présence des entreprises marocaines sur le continent mais aussi l'apport du Royaume pour le co-développement africain et la coopération Sud-Sud.



© TOUMI

Quel est le poids des entreprises marocaines sur le continent ?

La présence des entreprises marocaines en Afrique se fait d'abord à travers le millier de conventions signées devant Sa Majesté lors de ses différentes visites sur le continent. Ces accords ont donné une forte impulsion à nos entreprises tout en assurant un engagement très fort de notre pays. Qui plus est, ces conventions ont une orientation très claire : le Maroc est le partenaire du co-développement d'une Afrique qui fait confiance à l'Afrique. Le Maroc peut accompagner l'intégration de ces économies africaines avec

des résultats que l'on a déjà pu entrevoir. Plus concrètement, la présence marocaine sur le continent se matérialise par les investissements issus de plusieurs secteurs clés. Parmi eux, le secteur bancaire avec trois banques nationales (BMCE Bank of Africa, Banque Populaire, Attijariwafa bank, ndlr) dont la présence est effective dans la quasi-totalité des pays du continent. Le secteur télécoms dispose également d'une présence intensive et importante. Et c'est sans compter sur le réseau qui

permet d'assurer la sécurité alimentaire du continent, avec l'aide de l'OCP et les orientations données pour soutenir et former des milliers d'agriculteurs tout en leur permettant d'innover. Cette présence se reflète dans les chiffres qui montrent que le Maroc est le premier investisseur africain en Afrique.

Selon vous, comment cette position peut-elle être renforcée ?

Cela passe par un investissement sur ce qui reste le premier capital du continent : le capital humain auquel il est nécessaire de donner des perspectives. Il est également nécessaire d'améliorer l'infrastructure énergétique et logistique. Dans ce secteur (la logistique, ndr) il y a d'ailleurs un déploiement intéressant des acteurs marocains avec des projets initiés au Niger et en Côte d'Ivoire notamment. Dans ce sens, des mécanismes ont été intégrés à la nouvelle charte de l'investissement pour soutenir les investisseurs marocains à l'international. La charte contient des orientations très précises pour renforcer l'intégration et le développement en Afrique.

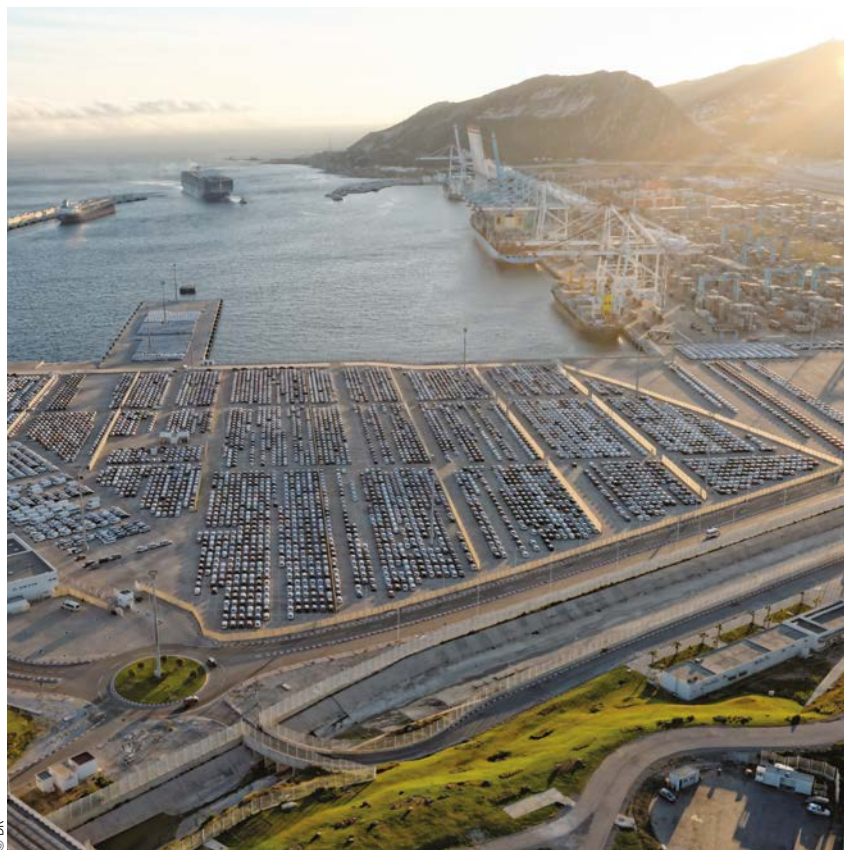
Dans vos sorties médiatiques on vous entend parler de coopération Sud-Sud et de co-développement. Comment cela se matérialise-t-il sur le terrain ?

Comme vous le savez, le Maroc dispose de chaînes de valeurs qu'il essaye d'intégrer et que beaucoup de pays du continent peuvent compléter. Cela se matérialise, par exemple, à travers le gazoduc Maroc-Nigéria qui permettra d'alimenter 14 pays en énergie. C'est un projet structurant qui permettra de développer l'intégration industrielle sur le continent.

Il existe d'autres exemples. Nous avons conçu des programmes dans le domaine du textile qui permettent aux investisseurs marocains de nouer des partenariats avec les pays producteurs du continent. Cela permet de développer de cette manière et le fil qui en est extrait et sécuriser ce type d'intrants. Il y a aussi des initiatives dans le domaine de la sécurité alimentaire pour accompagner le développement des zones agricoles du continent qui possède 60% des terres arables. Les complémentarités sont claires.

Les complémentarités sont évidentes certes, mais leur mise en valeur ne souffre-t-elle pas des barrières aux échanges sur le continent en termes d'infrastructures mais aussi douanières ?

Il reste effectivement de nombreux défis à relever pour réduire les coûts des transactions entre les pays ainsi que la barrière administrative. Cela passe notamment par la réduction de la double imposition et des coûts logistiques. Sur ce point, le Maroc a fait un effort considérable à travers le port de Tanger Med qui est le port le plus important du continent en termes de volumes. C'est également le port le plus connecté aux autres infrastructures portuaires du continent. Son existence supprime de nombreuses dépenses pour les pays africains.



On parle de la présence des entreprises marocaines sur le continent et de déploiement, mais qu'en est-il de la présence des entreprises du continent au Maroc ?

Il y a des investissements africains assez intéressants au Maroc. Bien sûr, il y a le secteur des assurances (à travers le Sud-Africain Sanlam qui a acquis Saham) mais pas que... J'ai récemment inauguré une usine où l'investissement était à 80% égyptien. Il y a également des investissements tunisiens, congolais ou mauritaniens. Il y a un intérêt certain de groupes africains ou d'hommes d'affaires africains pour le Maroc. Mais il est difficile de les quantifier car nous considérons qu'il s'agit d'entreprises de droit marocain avec des employés marocains.

Pour mettre en avant le Maroc auprès des pays africains, vous mentionnez régulièrement l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Est-ce judicieux alors que cet accord ne profite pas au Maroc ?

Cela peut vous surprendre mais les États-Unis sont devenus cette année le premier investisseur étranger au Maroc. Il faut également rappeler que le Maroc est le seul pays du continent à bénéficier d'un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis, sachant que même les pays européens n'ont pas signé ce type d'accord, qui s'accompagne de nombreux avantages. Par exemple, si une multinationale européenne souhaite commercer aux États-Unis elle peut gagner en compétitivité en choisissant de s'installer au Maroc et en employant des Marocains. D'un autre côté, il ne faut pas ignorer les chiffres qui donnent l'impression que nous sommes inondés par des produits venus d'une puissance industrielle. C'est douloureux pour notre tissu industriel mais il ne faut pas oublier que cela nous



© DR

ouvre un marché de 340 millions d'habitants au pouvoir d'achat extrêmement intéressant. Chaque entreprise marocaine peut exporter sur ce marché. Aujourd'hui, une centaine d'entreprises au Maroc exportent leur production industrielle vers les États-Unis. Ce chiffre peut être multiplié par 10 dans les prochaines années.

Mais alors, comment cet ALE peut-il profiter au continent ?

Pour exporter vers les États-Unis, la valeur ajoutée Made in Morocco doit se situer entre 40 et 60%. Le reste peut venir des autres pays du continent. Aujourd'hui, notre stratégie est d'orienter nos intrants avec des produits du continent tout en leur permettant d'avoir des débouchés à travers de la co-valeur ajoutée. A long terme, la Zone de libre-échange continentale permettra à des produits africains de conquérir le marché américain. C'est tout l'enjeu des partenariats initiés par le Maroc. Aujourd'hui, des négociations sont en cours avec nos partenaires américains pour que le taux d'intégration des produits venant du Maroc inclue la valeur ajoutée dans d'autres pays du continent.

Ne craignez-vous pas alors de voir d'autres pays africains supplanter le Maroc à travers la signature d'accords de libre-échange avec les pays avancés ? On parle actuellement d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Kenya...

Le Maroc est un hub unique de par sa position géostratégique. Notre pays est un carrefour. Rien ne peut remplacer notre positionnement. Le Maroc dispose aussi d'infrastructures de niveau mondial pour lesquelles des investissements lourds ont été consentis, à l'image de Tanger Med. Et autour de ces infrastructures, nous

avons su créer des écosystèmes industriels qui dégagent aujourd'hui des centaines de milliards de dirhams. Enfin, le Maroc c'est une capacité à accueillir les investisseurs et à les mettre en confiance dans un cadre où la stabilité est avérée.

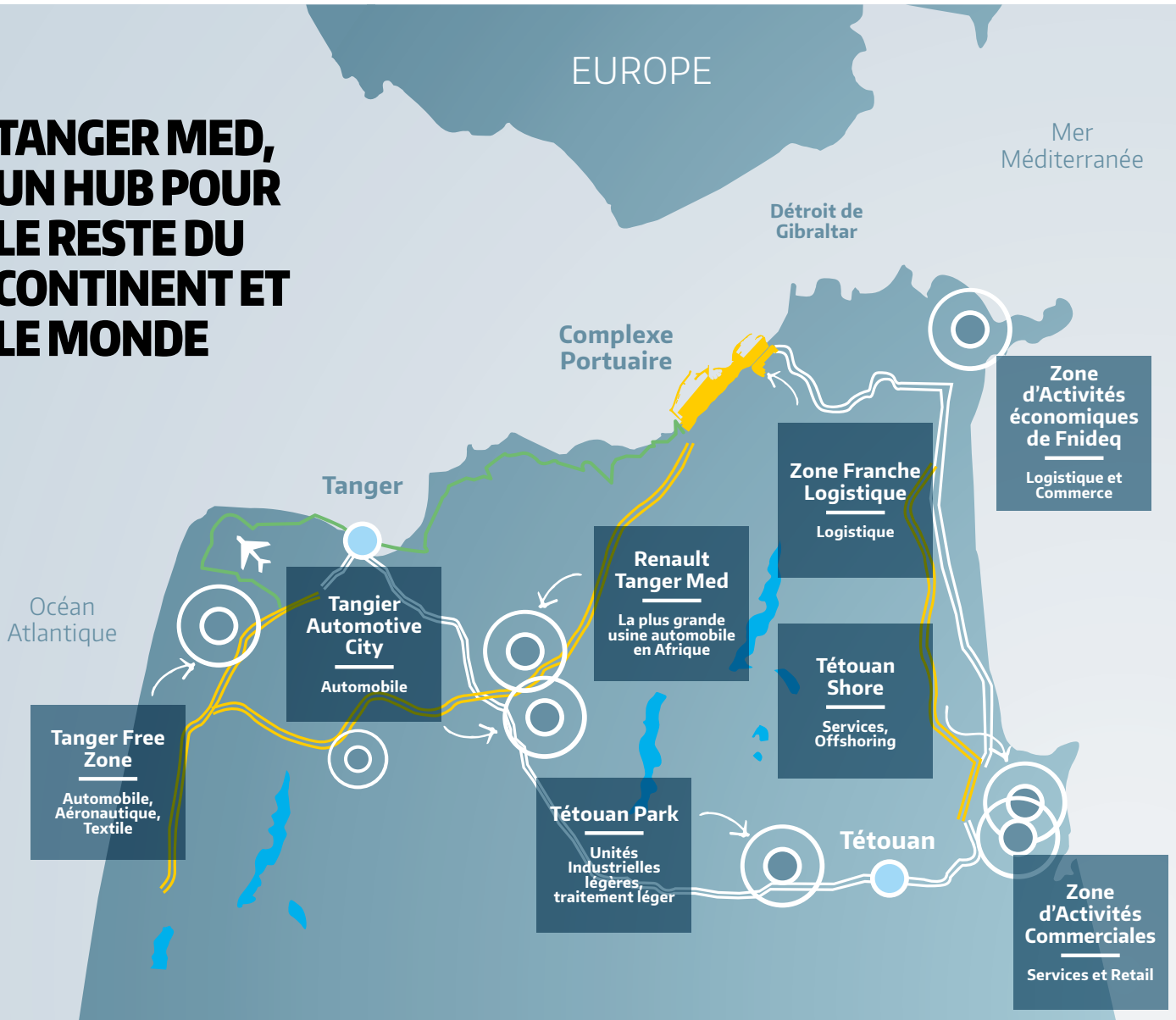
Vous mentionnez des secteurs dont les exportations sont essentiellement destinées vers le Nord. Comment les mettre au service du Sud ?

Il faut d'abord chercher l'argent là où il est. Les consommateurs au pouvoir d'achat important sont dans les pays les plus développés et il est nécessaire de récupérer une partie de leur pouvoir d'achat pour développer nos filières sur le continent. L'injection qui se fait dans notre économie bénéficie également à l'Afrique. Cela permet la création d'emplois au Maroc, et de manière plus large en Afrique. Cette création de richesse conduit à l'émergence d'un pouvoir d'achat qui permet d'accueillir de la production. C'est là que débute le cercle vertueux qui permet de renforcer la capacité d'exportation vers les pays du continent qui, à leur tour, pourront développer leurs exportations.

Vous défendez l'idée selon laquelle l'industriel marocain n'est pas dans une logique de prédation sur le continent. Pourtant, ce n'est pas le retour de certains acteurs économiques. Quel message avez-vous à leur adresser ?

Nous avons eu des retours dans ce sens, il faut l'admettre. Dès qu'il y a un malentendu ou certains abus, on entame les démarches nécessaires pour sensibiliser nos opérateurs sachant que cela va à l'encontre de la politique prônée par Sa Majesté. Parfois, et cela arrive aussi, l'arrivée d'une entreprise marocaine dans un marché peut gêner et l'argument de la prédation peut être utilisé à tort pour entraver une évolution. Les cas avérés de prédation sont rares et le gouvernement veille, dans ce cas-là, à recadrer les choses assez rapidement. ■

TANGER MED, UN HUB POUR LE RESTE DU CONTINENT ET LE MONDE



138
millions de
tonnes de
marchandises
passent par le
port chaque
année

92
milliards de dirhams
de volume d'affaires
générés par les zones
d'activités logistiques
et industrielles de
Tanger Med

1100
entreprises
installées dans les
zones d'activités
logistiques et
industrielles de
Tanger Med

► Connexion maritime
vers **180 ports** dans
70 pays ce qui fait de
Tanger Med le port le
mieux connecté du
continent

OUTSOURCING

DEMAIN, DES CHAMPIONS MAROCAINS ?

Les perspectives de développement du continent africain, notamment en Afrique subsaharienne, tisonnent les appétits de grands groupes qui voient le Maroc comme une porte royale d'entrée sur le marché. Mais les outsourcingeurs entendent bien profiter de cette aubaine pour opérer leur mue en multinationale. Récit.



Sa courbe de croissance est fulgurante. A en défilé la parenthèse Covid et maintenir un rythme soutenu de création de 10.000 emplois par an, l'outsourcing a démontré sa résilience, faisant même une queue de poisson devant l'industrie automobile en pleine crise sanitaire. Avec ses plus de 130.000 emplois et ses 16 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, le secteur n'est plus loin de l'objectif des 200.000 emplois à l'horizon 2030 que lui avait assigné le Plan d'accélération industrielle du Royaume. Le succès est d'autant plus étincelant que depuis janvier 2021, la Fédération marocaine de l'externalisation des services (FMES) a composté son ticket d'entrée dans le cercle des fédérations sectorielles de la Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM). Les raisons de cette réussite remontent à vingt ans en arrière. Flashback.

ENFIN DANS LES RADARS DE L'OUTSOURCING MONDIAL

Nous sommes en 1999. Le Maroc espère entrer dans le nouveau millénaire en captant le potentiel de l'économie numérique et ses secteurs à base technologique. Pour apparaître dans les radars des acteurs mondiaux de l'offshoring, le Royaume met en place des mesures incitatives (allègement fiscal, aide à la formation) mais aussi une réforme de son cadre juridique sur la protection des

données. Parallèlement, les plateformes industrielles intégrées (P2I) poussent comme des champignons dans les grandes villes. Construits et équipés selon les standards internationaux, ces immenses espaces de travail, cédés moyennant un loyer modéré, permettent aux entreprises de s'installer confortablement. Elles y trouvent un marché situé aux confins de l'Europe, quasi dans le même fuseau horaire et surtout de ressources humaines francophones, arabophones et hispanophones, employables avec des niveaux de salaire bas. La stratégie est empruntée aux premières délocalisations effectuées dans les années 1970 dans le secteur du textile pour gagner en compétitivité. Elle s'est ensuite étendue à l'outsourcing composé du Customer Relationship Management (CRM), du Business Process Outsourcing (BPO), de la Knowledge Process Outsourcing (KPO) et de l'Engineering Service Outsourcing (ESO). C'est ainsi qu'avec le boom des télécoms et la baisse du coût des communications qu'il a entraînée, le Maroc a su attirer des géants mondiaux comme Teleperformance, Webhelp, Acticall, Safrecom, Accenture, PNB, Dell, IBM, Capgemini, Amazon, Axa, GFI, Alos). Mais ce sont les centres d'appel qui sont les plus connus.

Karim Bernoussi,
président fondateur
d'Intelcia.



© DR

DÉCOLLAGE PUIS ESSOUFFLEMENT

En réalité, le marché a décollé fin 2000, lorsque, flairant le filon qui allait naître des années plus tard, Phone Assistance est le premier à planter son fanion. Aménagé dans le quartier de Sidi Maârouf, son premier site fera entrer au Maroc des opérateurs télécoms dans le Royaume avant d'être cédé à Bertelsmann en 2004. Le fondateur de Phone Assistance n'est autre qu'un certain Moulay Hafid Elalamy. C'est avec le lancement du Plan Emergence que le mouvement s'accélère. Des Français Teleperformance, Free ou encore B2S, des Américains Sitel, Wehhelp et Dell filialisent certaines de leurs prestations ne nécessitant pas une présence physique avec le client. Dès lors, le Maroc apparaît sur la carte mondiale des pays leaders dans l'offshoring. Des groupes plus localisés comme Accolade (ONA), Outsourcia, créé par Youssef Chraïbi ou encore Intelcia de Karim Bernoussi voient le jour et complètent le panorama.

Mais très vite, le marché s'essouffle. Après avoir connu une croissance à deux chiffres pendant plus d'une décennie et se voir plébisciter comme la première destination francophone

mondiale, le marché marocain montre ses premiers signes d'épuisement. Il faut dire que sur le continent, des pays comme la Tunisie, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Sénégal ou encore Maurice ou Madagascar voient dans ce domaine un moyen de créer des emplois à peu de frais et de masquer le chômage des jeunes.

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE, L'ELDORADO QUI CONCURRENCE LE MAROC

En mettant en avant la qualité de leurs profils et en jouant sur des leviers incitatifs (salaires minimaux très bas, abattement fiscal, accompagnement étatique...) ces pays ont accru leur compétitivité pour attirer de plus en plus de multinationales, et chemin faisant, grignoter des parts au Maroc. Dès lors, l'Afrique subsaharienne apparaît comme un nouvel eldorado pour les outsourcingeurs pour accroître leur compétitivité et réduire encore plus leurs coûts de projection. Longtemps installées au Maroc, les groupes mondiaux ont donc entrepris d'aller chercher la croissance au sud du Sahara. Mais l'offensive sera menée depuis le Maroc via deux stratégies rondement ficelées. Après leur installation, l'appétit des grands groupes étrangers les pousse à un rachat compulsif des locaux. Tous se font absorber ou presque par des multinationales bien établies ou choisiront de profiter de la force de frappe d'un grand groupe occidental pour se lancer à l'assaut de l'Afrique subsaharienne.

COLOCALISATION AVEC UN GROUPE ÉTRANGER

C'est le cas du groupe Majorel. Créé en co-entreprise avec 50% de parts pour chacun, cet ogre de la relation client est né de la fusion entre le groupe marocain Saham et l'Allemand Bertelsmann de leurs activités de gestion de services externalisés, confiées auparavant par Arvato CRM Solutions, Phone Group, Ecco Outsourcing et Pioneers. La multinationale germano-marocaine s'est constitué un bassin de 20 000 collaborateurs dans 7 pays (Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire, Égypte, Togo, Kenya et maintenant, Ghana).

Trajectoire quasi similaire pour son ex-compatriote, Intelcia, désormais passée sous le giron du Français Altice, propriété du milliardaire français d'origine marocaine Patrick Drahi. *"Il a tenté plusieurs fois de racheter l'entreprise entre 2010 et 2016. A chaque fois, nous avons dit non"*, se rappelle Karim Bernoussi, co-fondateur avec Youssef El Aoufir de ce mastodonte du CRM. Leur épopée s'écrit à partir de 2000. Après avoir roulé sa bosse dans le monde de l'informatique, notamment pour Microsoft, Karim Bernoussi s'associe à Transcom et *"quelques amis (marocains, ndlr)"*, pour lancer leur premier centre d'appels sur le boulevard Yacoub El Mansour à Casablanca. Six ans plus tard, les Marocains rachètent les parts de leurs associés et actent le changement de nom : Intelcia est né. En 2010, l'entrée de CDG Capital dans le tour de table à hauteur de 25% apporte une puissance financière qui permet au groupe marocain d'amorcer une série de rachats : Atento (Maroc), Phone Marketing (France), Unisono (Espagne). Après son rachat en 2016 par le groupe Altice, le groupe spécialisé dans la gestion de la relation client hérite des rachats de sa maison-mère mais aussi de l'accélération d'un groupe multi-métiers.

"Je considère que j'ai réalisé mon rêve, certes autrement, de créer une multinationale et de montrer que c'était possible de faire d'un groupe issu d'Afrique, un groupe international et passer d'un acteur régional fort à un acteur global", explique Karim Bernoussi. L'idée d'une multinationale de centres d'appel a germé dans la tête de ce diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris dès les années 1990, mais il rongé son frein. Ayant cumulé 20 ans d'expérience dans l'informatique, notamment chez Microsoft dont il a dirigé la branche Afrique du Nord, l'homme profite de sa connaissance du secteur mais aussi de la force d'un groupe tout en gardant le contrôle sur Intelcia, même en y étant minoritaire. *"Le deal avec Altice était simple. Nous avons accepté leur offre en leur disant qu'ils ne regardaient pas la recette de notre cuisine interne pour faire ces performances, sinon on rendait les clés"*, éclaire Karim Bernoussi. Le pari s'avère gagnant. À l'échelle mondiale, Intelcia est présent dans 17 pays dans lesquels l'outsourcer exploite 85 sites et fait travailler 40.000 personnes pour un chiffre d'affaires de 700 millions d'euros à fin 2021. Pour intégrer le carré d'as mondial, Intelcia compte s'appuyer sur un ambitieux plan dénommé *"Vision 2020 – 2025"* qui souhaite porter les effectifs du groupe à 70.000 employés. Le chiffre d'affaires — 1,5 milliard en 2025 — devrait alors franchir, pour la première fois depuis sa création en 2006, la barre du milliard d'euros. Pour concrétiser cette vision, le groupe spécialisé dans le CRM est allé chercher sa croissance au sud du Sahara. Après un développement fulgurant au Maroc, puis en France sur les 15 premières années, Intelcia se laisse porter par la dynamique télécoms d'Altice pour pénétrer dans les marchés au Portugal, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Amérique du Sud (Chili, Colombie), les Caraïbes (Jamaïque, République Dominicaine).

Puis le cap est mis sur le sud du Sahara. *"En 2015, la nécessité d'ouvrir des centres de production en Afrique s'est ressentie lorsque nous avons eu des ten-*



sions sur les conditions économiques de notre client principal. La seule option qui s'est présentée à nous était de mixer des opérations en Afrique subsaharienne et au Maroc", revient le cofondateur d'Intelcia.

Cette année-là, le groupe lance sa première filiale africaine au Cameroun, bientôt suivie par le Sénégal ou encore la Côte d'Ivoire qui viennent s'ajouter à celle de l'Égypte. À l'anniversaire de ses vingt ans en 2022, Intelcia a marqué le coup en inaugurant l'extension de son site d'Abidjan (1800 personnes), devenu le plus grand site d'Afrique subsaharienne, région dans laquelle le groupe emploie plus de 5000 personnes. Aujourd'hui, il lorgne l'Afrique de l'Est mais aussi les pays anglophones d'Afrique. *"Il n'est pas illusoire de penser que d'ici 10 à 15 ans, nous serons le numéro 2 ou 3 mondial"*, prédit Jean-Yves Kotto, directeur Afrique subsaharienne d'Intelcia



© DR

OUTSOURCIA, CAVALIER SEUL

Pour Outsourcia, c'est le chemin inverse. Alors que les outsourcing marocains se sont laissé absorber ou ont choisi de s'associer à des grands groupes, cet opérateur spécialisé de l'outsourcing a fait cavalier seul. Créé en 2003, ce champion de la relation client s'est adjugé une place de choix sur la liste des outsourcing marocains. Le groupe est catapulté par Youssef Chraïbi qui a accumulé suffisamment d'expérience en France pour dupliquer ses acquis au Maroc. Diplômé de management à HEC Paris, il y crée une marketplace digitale avant de la vendre à Vivendi et de se lancer dans le conseil à des grandes entreprises françaises. Un poste d'observation qui lui permet d'étendre son carnet d'adresses pur trouver des clients et de s'imprégner des pratiques internes de ses futurs clients. La montée en grade est fastidieuse, l'objectif de se

faire une place encore plus. Malgré tout, Youssef Chraïbi réussira son pari en rachetant As-Com puis Allias Community pour faire son entrée dès 2010 dans le marché français. Cinq ans plus tard, il se tourne vers l'Afrique subsaharienne dès que le marché français, associant externalisation et pertes d'emploi, montre ses premiers signes de réticence. Mais l'entreprise qui gère des services pour des groupes internationaux du e-commerce, de la banque et de l'assurance, des télécommunications, de l'automobile ou des médias a financé sa croissance sur fonds propre grâce à la dette. La saga africaine du groupe marocain commence en 2015 avec une implantation à Madagascar. C'est aussi l'année de son alliance avec le groupe français SCEMI, spécialisé dans l'externalisation. L'année suivante, le spécialiste marocain des métiers de l'offshoring et des centres d'appels a ouvert son capital pour la première fois à AfricInvest, un fonds de capital-investissement sur le continent, basé à Tunis.

C'est aussi l'année de son extension vers le Niger, la Tunisie mais aussi ses rachats à la pelle de plusieurs sociétés, notamment dans le domaine de la santé en bénéficiant du bol d'air financier apporté par le fonds d'investissement SPE dans le capital. *“En Afrique, les entreprises vont chercher des marchés et des possibilités de diversification de leurs revenus. Notre logique, qui est complètement différente, est d'aller chercher de la main d'œuvre qualifiée et moins chère, ce que l'on trouve facilement dans d'autres pays africains plus compétitifs”*, explique Youssef Chraïbi, le PDG d'Outsourcia.

L'explication de cette extension vers l'Afrique tient en un mot : compétitivité. *“Nous commençons à avoir des soucis de main d'œuvre au Maroc car nous avons des besoins de profils avec des qualifications supérieures à ce que peut offrir le marché de l'emploi au Maroc. L'autre raison est qu'on est plus compétitif à produire certaines opérations en Afrique subsaharienne. Même si tout ne peut pas être transféré du Maroc vers ces régions, les coûts de production en Afrique sont plus compétitifs pour des opérations basiques”*, explique Youssef Chraïbi.

LE PRIX À PAYER POUR CRÉER DES CHAMPIONS 100% MAROCAINS

S'ils ne se sont pas fait racheter par des grands groupes qui dominent le marché depuis des décennies, les outsourcing marocains espèrent trouver la force de grandir et se renforcer sur la terre qui les a vus naître avant de s'étendre sur le continent. *“Le secteur a démarré il y a une vingtaine d'années et il a été développé en très grande partie par des acteurs étrangers qui restent dominants sur le marché marocain et même dans la conquête de parts en Afrique subsaharienne”*, explique Youssef Chraïbi, président de la FMES et patron d'Outsourcia. *“On a tort de considérer aujourd'hui que toutes les entreprises qui font de l'outsourcing au Maroc sont des entreprises marocaines, mais en termes de capital, elles sont la propriété de grands groupes”*, complète-t-il

Pour voir naître des outsourcing marocains capables de titiller les grands de ce monde, notamment en exploitant les liens culturels, historiques, politiques et même religieux que le Maroc a bâtis depuis des décennies, les acteurs interrogés plaident pour un accompagnement plus conséquent de l'État. Tous les acteurs sondés par *TelQuel* incitent à des mesures de développement de l'infrastructure numérique, la mise en place d'un arsenal juridique incitatif à l'investissement dans le numérique pour booster la croissance des entreprises et une politique plus souple dans la formation et l'emploi. C'est peut-être le prix à payer pour voir demain des champions 100% marocains de l'outsourcing. ■

Signature de l'accord relatif au gazoduc Maroc-Nigeria devant le roi Mohammed VI et le président nigérian Muhammadu Buhari.



© DR

GAZODUC NIGÉRIA-MAROC

UN CORRIDOR COMME MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte de flambée des prix du gaz, le projet de gazoduc devant relier le Nigéria au Maroc, en passant par 14 pays du continent, constitue une nouvelle voie vers la sécurité énergétique autant qu'un facteur de développement et d'intégration régional important.



Il est sans doute le pont le plus crucial et emblématique, jeté entre le Maroc et le reste du continent. Un long corridor gazier de près de 5600 kilomètres, longeant les côtes atlantiques de treize pays africains et “*destiné aux générations présentes et futures*”. En somme : un projet “*structurant*” qui revêt “*une dimension continentale*”, selon les mots de Mohammed VI. Lors de son dernier discours du 6 novembre, à l’occasion de la commémoration du 47e anniversaire de la Marche verte, le roi a accordé une large place au gazoduc Nigéria-Maroc (NMGP) dont la portée pourrait s’avérer “*profitable à l’ensemble des pays d’Afrique de l’Ouest*”. Et plus particulièrement aux 440 millions d’habitants de la Communauté économique des États d’Afrique de l’Ouest (CEDEAO). À l’instar du Maroc et de son voisin mauritanien, ce pipeline “*offre aux quinze pays de la CEDEAO des opportunités et des garanties en matière de sécurité énergétique et de développement socio-économique et industriel*”, a insisté Mohammed VI. Pas une mince affaire dans un contexte mondial de crise énergétique, notamment du fait de l’invasion russe en Ukraine qui a contribué à créer de fortes tensions sur le marché du gaz.

UN PROJET EN BONNE VOIE ?

En septembre, l’Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et la CEDEAO ont signé un protocole d’accord pour intégrer l’organisation ouest-africaine à ce pipeline. Un mois plus tard, le 15 octobre à Nouakchott, c’était à la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) et à la Société des pétroles du Sénégal (Petrosen) de se greffer au mégaprojet. Une accélération autour du pipeline gazier dont Mohammed VI s’est dit satisfait “*de constater l’état présent d’avancement de ce grand projet*”. Annoncé en décembre 2016, en marge d’une visite royale à Abuja, un accord de partenariat stratégique avait été signé entre le fonds souverain marocain Ithmar Capital et la Nigeria Sovereign Investment Authority (NSIA) pour la construction du pipeline. Ce corridor gazier de 5600 kilomètres, potentiellement le plus long du continent, s’inscrit dans la continuité du “*West African Gas Pipeline*” qui relie depuis 2010 le Nigeria au Ghana, en passant par le Bénin et le Togo. Depuis 2017, une série d’études de faisabilité sont menées, tant au niveau de l’ingénierie que pour répondre au défi de l’approvisionnement des différents terminaux, à sa dimension environnementale ainsi qu’à l’aspect sécuritaire. Un dernier facteur à ne pas négliger : le Golfe de Guinée demeure l’une des zones maritimes les plus risquées au monde. En 2021, 57 marins y ont été enlevés et, une année plus tôt, elle a concentré 95% des 135 enlèvements de marins enregistrés, selon le Bureau maritime international, une entité rattachée à la Chambre de commerce internationale. Toutefois, ces études de faisabilité “*avancent dans de très bonnes conditions*”, a rassuré la

LA PRODUCTION EST ESTIMÉE À 5000 MILLIARDS DE M3 DE GAZ PAR AN À L’HORIZON 2050

directrice générale de l’ONHYM Amina Benkhadra, début juillet à Bruxelles lors du forum Crans Montana Africa. Elles en sont à leur seconde phase. “*L’étude de faisabilité a été achevée en 2018 et nous avons décidé de passer à l’étude FEED (Front-End Engineering Design) principale en deux étapes : la pré-FEED et la main FEED*”, a contextualisé Amina Benkhadra. Et de détailler : “*La pré-FEED a été achevée en 2019 et a permis d’assurer les grands éléments de la rentabilité du projet, et nous sommes depuis le mois de mai 2021 sur l’étude d’ingénierie détaillée, qui permet de préparer tous les dossiers et tous les aspects techniques, mais aussi managériaux, financiers, légaux et commerciaux pour aller à la décision finale d’investissement*”. Lors de cette table ronde où elle s’est exprimée sur les avancées du projet, la directrice générale de l’ONHYM a tenu à souligner que son entité et son homologue nigériane, la NNPC, travaillent en “*totale synergie*” sur ce corridor dont le développement permettra de favoriser le “*développement industriel et agricole de la région*” et l’intégration régionale grâce “*à une énergie à bas coût*”.

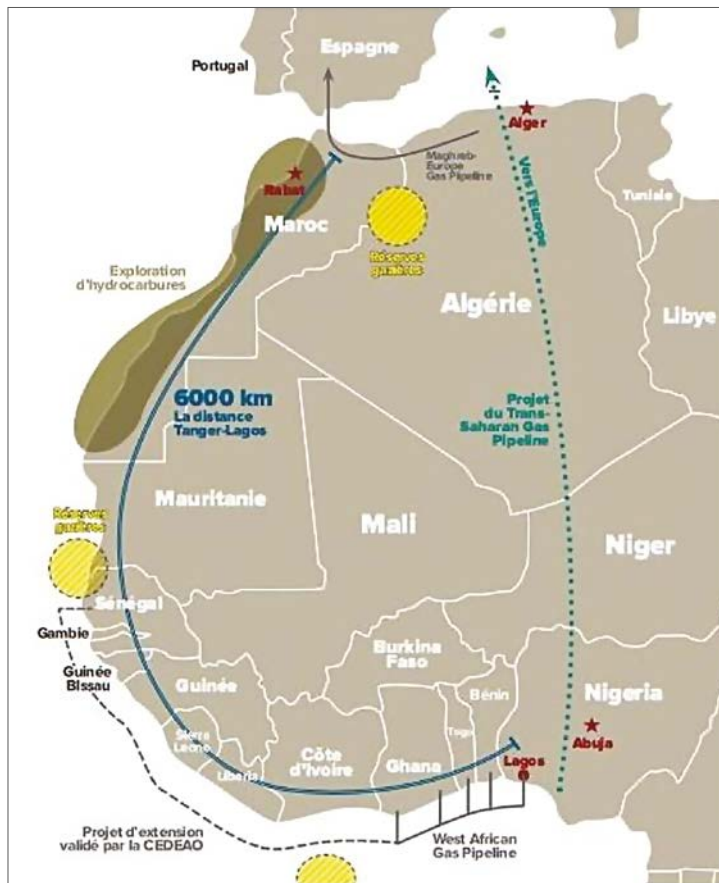
DÉCISION FINALE ATTENDUE POUR 2023

“*Le gaz naturel pour des pays qui n’en ont pas suffisamment reste un moyen intéressant de produire de l’électricité dans des centrales thermiques. Ce qui reste essentiel pour leur population ainsi que pour leur développement*”, a soulevé Francis Perrin, chercheur associé au Policy center for the new south (PCNS) et directeur de recherche à l’Iris, au micro du Scan, le podcast d’actualité de *TelQuel*. Ce spécialiste des problématiques énergétiques met également en avant l’importance de la transformation du gaz dans la fabrication

Initialement conçu comme un projet maroco-nigérian, le projet a fini par prendre une dimension régionale.



© MAP



À gauche, le tracé du futur gazoduc Maroc-Nigeria-CEDEAO. Il devrait s'arrimer à une infrastructure déjà existante, longue de 700 km et qui achemine du gaz au Bénin, Togo et Ghana. À droite, le tracé du projet de gazoduc transsaharien.

d'engrais. De quoi avoir un *“impact important sur l'agriculture et l'alimentation”* pour une région densément peuplée et appelée à le devenir davantage lors des prochaines décennies. Un mois avant le récent discours de Mohammed VI, c'était au PDG de la NNPC de se montrer optimiste et d'indiquer vouloir passer à l'étape supérieure. *“Nous comptons prendre une décision d'investissement définitive dès l'année prochaine”*, a déclaré Mele Kyari à l'agence Bloomberg, avant de préciser que *“les discussions autour du financement sont en cours”*. Un projet estimé à 25 milliards de dollars mais dont les modalités de financement restent pour l'heure inconnues. Outre les 45 millions de dollars obtenus de la Banque islamique de développement, le projet NMGP n'a pour l'instant bénéficié que de 14,3 millions de dollars du Fonds de l'OPEP. Les noms de la Banque africaine de développement et de la Banque reviennent également régulièrement lorsqu'il s'agit d'évoquer de potentiels investisseurs. Un total qui jusqu'ici a permis de financer les études d'ingénierie.

Si Mele Kyari n'a toujours pas dévoilé l'identité de futurs investisseurs, il évoque tout de même qu'une *“décision finale sera prise l'année prochaine”*, en 2023. Le PDG de la NNPC table sur une période de trois ans pour finaliser le premier segment du gazoduc, suivie d'une période de cinq ans pour les autres segments. Deuxième exportateur de gaz du continent et disposant des réserves les plus importantes, le Nigeria a fait part de son souhait de multiplier ses ex-

portations. Notamment à destination de l'Europe, dans un contexte géopolitique marqué par une forte demande internationale et une flambée des prix, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février dernier. En juillet, des discussions ont eu lieu entre la Commission européenne et les autorités nigérianes, qui fournissent 14% du gaz consommé dans l'Union européenne. Selon Matthew Baldwin, directeur général adjoint du département de l'énergie de la Commission européenne, ce pourcentage *“pourrait plus que doubler”* à l'avenir. *“Il faut savoir qu'en 2021, l'Europe a consommé environ 160 milliards de mètres cubes de gaz russe. Le besoin de trouver une alternative, pour les pays de l'Union européenne, est majeur. Si l'Europe s'est engagée à sortir le plus rapidement possible du gaz russe, dans les faits cela s'avère plus compliqué que prévu”*, détaille Yves Jégourel, Senior Fellow au PCNS à TelQuel.

MAROC ET ALGÉRIE DE NOUVEAU EN CONCURRENCE

Le NMGP devrait ainsi capitaliser sur des réserves estimées à 200 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel liquéfié (GNL), mais aussi sur des gisements offshore le long de la côte ouest-africaine, entre la Côte-d'Ivoire et le Ghana, et aussi de la découverte de Grande Tortue Ahmeyim (GTA) entre le Sénégal et la Mauritanie dont les réserves sont estimées à 1400 milliards de m³ de gaz. On estime que plus de 5000 milliards de m³ de gaz seront acheminés par an, à l'horizon 2050. Le Maroc, lui, souhaite se placer en pays pivot et faire de sa géographie un instrument politique pour délivrer le gaz au continent européen. Sauf qu'un autre projet est dans les tuyaux du côté d'Abuja, le Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP). Imaginé en 1980 pour relier le Nigeria à l'Algérie en passant par le Niger, il est resté durant des décennies au point mort. Remis sur la table en 2009, un accord a été trouvé entre les trois pays le 28 juillet dernier pour remettre sur les rails ce corridor transsaharien de 4000 kilomètres. *“Le projet algérien n'est pas de nature à concurrencer celui voulu par le Maroc car leur nature est très différente. Son seul avantage est que son tracé est entièrement terrestre alors que le gazoduc maroco-nigérian passe par l'océan, ce qui est une difficulté technique. Mais le NMGP a l'avantage d'être régional et de comporter des synergies entre pays”*, indiquait à TelQuel l'expert en projets énergétiques Amin Bennouna.

La décision unilatérale d'Alger de mettre fin au contrat GME, signé en 1996 et résilié en 2021, avec le Maroc pourrait finalement se retourner contre lui, selon Henri-Louis Vedie, auteur d'une étude du PCNS intitulée *“Le marché du gaz en Afrique suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie”*. Dans un contexte de diversification des partenariats, l'UE pourrait être tentée de ne plus dépendre d'un unique partenaire et *“mettre fin à un monopole algérien de l'exportation de gaz vers l'Europe (...) L'embellie des cours gaziers, mais aussi pétroliers, ne peut donc qu'être profitable [au NMGP]”*, écrit Henri-Louis Vedie. ■



NOUS PROTÉGEONS VOS CULTURES EN TOUTES SAISONS

Agricolair Maghreb est le spécialiste des traitements phytosanitaires par voie aérienne depuis 1958

Dotée d'une technologie de pointe et d'un personnel hautement qualifié, Agricolair Maghreb réalise des traitements, épandages et pulvérisations sur cultures, aussi bien des produits phytosanitaires que des engrais et des semences.

Equipée de cinq avions agricoles avec véhicules et matériel d'accompagnement, et d'une station service agréée; Agricolair Maghreb, possède toutes les capacités requises pour protéger et sauvegarder des milliers d'hectares annuellement.

● **Rapidité et précision dans l'exécution**

● **Economie sur les coûts de réalisation**

● **Efficacité optimales des traitements**

● **Protection de vos cultures en toutes saisons**

GÉO-ÉCONOMIE

LA FUTURE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE EN 7 QUESTIONS

Entrée officiellement en vigueur en janvier 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine intrigue. Potentiellement, son entrée en vigueur complète permettrait l'essor du continent. Mais il reste encore beaucoup de tâches à accomplir pour y parvenir.



© DR

1. LA ZLECAF C'EST QUOI ?

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) fait partie intégrante de l'Agenda 2063, un plan de réforme initié par l'Union africaine. Suite à l'adhésion de la quasi-totalité des pays du continent - seule exception, l'Erythrée -, la ZLECAF doit couvrir un marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs dont le PIB est estimé à 3 400 milliards de dollars.

2. QUEL EST L'OBJECTIF DE LA ZLECAF ?

Sur le papier, l'objectif de la ZLECAF est de tisser des liens commerciaux entre l'ensemble des pays du continent. En somme, faire en sorte qu'un produit marocain conçu à Tanger puisse être vendu dans un supermarché à Antananarivo avec le moins de barrières possible. Aujourd'hui, les échanges commerciaux intra-africains demeurent faibles et pèsent un peu plus de 15% du commerce sur le continent. A titre indicatif, ce taux dépasse les 60% au sein de l'Union européenne.

3. QUELS SERAIENT LES BÉNÉFICES DE LA ZLECAF ?

Selon une étude de la Banque Mondiale datant de 2020, une application totale de l'accord relatif à la ZLECAF permettrait d'augmenter les revenus du continent de 450 milliards de dollars à l'horizon 2035. Une entrée en

vigueur complète permettrait également aux exportations d'augmenter de 536 milliards de dollars, essentiellement dans le secteur manufacturier. Ces gains entraîneraient dans le même temps une augmentation des salaires de l'ordre de 10% pour les habitants du continent et permettraient à 50 millions d'Africains d'échapper à la pauvreté extrême. Les échanges intra-continentaux pourraient, eux, croître de 109%, tandis que les exportations africaines vers le reste du monde augmenteraient, elles, de 32%. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, le Maroc pourrait être l'un des principaux bénéficiaires de l'entrée en vigueur de la ZLECAF, avec une croissance de 8% de ses revenus tirés du commerce extérieur.

4. OÙ EN EST LE PROJET ?

Officiellement, le libre-échange prévu par l'accord relatif à la ZLECAF a débuté le 1er janvier 2021, mais il demeure difficile d'en constater une application concrète sur le terrain pour diverses raisons.

AFRICAN CONTINENTAL FREE TRADE AREA CREATING ONE AFRICAN MARKET

#AfCFTA2018 | 17-21 March 2018 | Kigali, Rwanda



5. DONC C'EST PARTI ?

Pas vraiment. Tout d'abord parce que la signature d'un accord ne signifie pas son entrée en vigueur immédiate. Les 53 pays du continent ayant signé l'accord relatif à la ZLECAF ont dû ratifier l'accord avant de déposer l'instrument de ratification auprès de l'Union africaine. Au Maroc, la ratification des traités à caractère commercial est le fait des deux chambres du parlement et du roi. L'instrument de ratification de la ZLECAF a été déposé auprès de l'Union africaine en avril 2022. Pour l'heure, une dizaine de pays manquent encore à l'appel. Parmi eux Madagascar, le Bénin, la Libye ou encore le Soudan.

6. QUELS PRODUITS SONT EXEMPTÉS DES DROITS DE DOUANE ?

Les négociations sur ce front se déroulent en trois phases. La première concerne un accord sur l'échange de biens et services. Un accord a été trouvé mais les négociations se poursuivent sur de nombreux détails. Des négociations sont actuellement menées pour éliminer les taxes douanières sur 90% des biens produits sur le continent. Celles-ci devront se conclure à l'horizon 2026. D'autres négociations pour 7% des biens produits sur le continent sont, elles, jugées sensibles et s'étendront sur 10 ans. Enfin, les 3% restants ne seront pas exonérés de droits de douane. Les discussions risquent néanmoins de s'étendre

au vu de l'intérêt, pour chaque pays, de préserver son économie nationale. La deuxième phase devrait concerner les droits de propriété intellectuelle, l'investissement et la concurrence. La préparation de cette deuxième phase est en cours. Elle devrait être discutée lors du sommet des chefs d'État de l'Union africaine prévu le 25 novembre. La troisième phase des négociations, relative au e-commerce, débutera à la conclusion de la deuxième.

7. LES CHOSSES ONT-ELLES VRAIMENT AVANCÉ ALORS ?

Des progrès ont été réalisés. En effet, sept pays africains ont pris part, depuis le 7 octobre dernier, à une "initiative sur le commerce guidé", leur permettant d'échanger librement 96 produits. Il faut également prendre en compte le fait que certains ensembles régionaux ont déjà formé une zone de libre-échange, à l'image de la CEDEAO, et peuvent donc s'intégrer plus facilement à la vision de la ZLECAF. Pour d'autres ensembles régionaux, moins intégrés, à l'image de l'Union du Maghreb arabe, il faudra trouver des solutions alternatives, comme le renforcement des échanges commerciaux avec des zones économiques régionales déjà bien établies. En somme, il reste encore beaucoup de travail à achever. ■

ABDOU DIOP

“IL FAUT ÊTRE PLUS DISCRET DANS L’AFFICHAGE DE NOS RÉALISATIONS”

Managing partner du cabinet de conseil Mazars et ex-Monsieur Afrique de la CGEM, Abdou Diop décrypte les opportunités à saisir en Côte d’Ivoire, mais surtout les obstacles à éviter.



Comment se comportent les investissements marocains en Côte d’Ivoire ? Ils ont évolué de manière assez forte, passant d’abord d’opérations sur les services à des investissements industriels importants. Après les banques et les compagnies d’assurances, nous sommes passés à des implantations industrielles, avec les cimenteries, l’ameublement, la pharmacie et l’emballage. On retrouve aussi la grande distribution avec Label’Vie. Sans oublier le BTP-ingénierie avec SGTM et TGCC, et l’agroalimentaire avec Holmarcom. Nous sommes donc devant des investissements multisectoriels. L’industrie fonctionne très bien puisque Addoha est la 1ère cimenterie du pays et Cooper Pharma et Pharma 5 ont des usines. En dépit de ces avancées sur la partie industrielle, le potentiel demeure important car nous n’avons pas suffisamment intégré la chaîne agroindustrielle.



Y a-t-il un risque de change dirham/franc CFA ? Pas au quotidien, vu que nous sommes sur une monnaie arrimée à l’euro, et donc stable par définition. L’avantage c’est que beaucoup d’entreprises marocaines se sont endettées en monnaie locale, et des systèmes de cash pooling ont été mis en place qui permettent de ne pas disposer de cash localement.

Beaucoup reprochent aux investisseurs marocains leur arrogance... Je pense en effet qu’il faut être un peu plus discret dans

l’affichage de nos réalisations en Côte d’Ivoire. Le fameux message de 2015 où le Maroc était devenu premier investisseur dans le pays nous avait fait beaucoup de tort.

Quels sont les défis à relever pour s’ancrer durablement en Côte d’Ivoire ? Il faut accentuer la dynamique partenariale avec les entreprises ivoiriennes en créant plus de joint-ventures, en les faisant travailler davantage sur des projets de grande taille. Le taux d’intégration local devrait être plus élevé, que ce soit dans la structure du capital, dans la répartition de la sous-traitance ou dans l’effectif du management. En outre, il faut être irréprochable en termes de “delivery”, afin de ne pas cristalliser de mécontentement par rapport à l’image de marque du Maroc. Enfin, nous devons endosser plus de responsabilités sociales et sociétales. Il faut que l’acceptation par les populations de nos entreprises se fasse à travers l’implication de celles-ci. Il faudrait, en outre, engager une dynamique plus importante d’attraction des investisseurs ivoiriens au Maroc pour que le processus d’investissement s’opère dans les deux sens. ■

*NDLR: Article publié initialement dans TelQuel N° 880 du 15 au 21 novembre 2019

Où se situent les contraintes à l’investissement ? C’est dans l’immobilier et le BTP. Car la courbe d’apprentissage est extrêmement coûteuse. En la matière, les modèles sont différents. Il faut créer le cadre juridique, comprendre la nature de la demande, maîtriser la notion de VEFA (vente en état futur d’avancement)... Cela n’a pas été facile pour les entreprises marocaines. Nous en avons payé le prix fort avec différents projets immobiliers qui ont pris du retard et perdu de la marge, sans parler d’Alliances avec EMT, qui s’est un peu perdu là-bas. Les particularités locales ont rendu les choses plus difficiles. Il est à noter que des retards sont également constatés sur certains projets d’énergie, notamment les énergies renouvelables.

Sommes-nous compétitifs par rapport aux Turcs ou aux Chinois ? Oui. Par exemple, dans la production de ciment, un secteur où les Turcs et les Chinois sont très présents, CIMAF est devenu leader sur le marché. Certes, sur certains projets d’infrastructures, on peut avoir des difficultés à être compétitifs, mais TGCC, par exemple, réalise beaucoup de choses en Côte d’Ivoire malgré la compétition avec d’autres acteurs. Globalement, nous arrivons à tirer notre épingle du jeu.



Approfondissez votre suivi de l'actualité

JE M'ABONNE À TELQUEL

Sur telquel.ma/abo ou en remplissant le coupon ci-dessous

1 AN
à la Formule intégrale
(papier + digital) pour
799 DH*

1 AN
à la Formule
digitale pour
599 DH

1 AN
à la Formule digitale
étudiant pour
349 DH**

Mme M.

Nom et prénom :

Adresse de livraison :

.....

.....

Code Postal : [][][][][][] Ville :

Tél. (facultatif) :

Email :

* Prix à l'étranger : UE/MAGHREB : 200EUR - USA/RESTE DU MONDE : 250\$

** Une attestation de l'établissement d'enseignement est à joindre obligatoirement à ce coupon)

Pour plus d'informations, vous pouvez nous contacter :

✉ Par email sur : abo@telquel.ma

☎ Par téléphone ou WhatsApp au : 06 67 359 335

Ci-joint mon règlement à l'ordre de
TELQUEL DIGITAL par :

Chèque bancaire⁽¹⁾

Espèces⁽²⁾

Virement⁽³⁾

(1) Chèque libellé à l'ordre de Telquel Digital, barré et non endossable, à déposer directement dans nos locaux au 34 rue Charam Achaykh 5ème étage Quartier Palmier, Casablanca. Pour la collecte à votre domicile ou dans vos bureaux, nous contacter au 06 67 359 335. (Casablanca et Rabat uniquement).

(2) À déposer directement dans nos locaux au 34 rue Charam Achaykh 5ème étage Quartier Palmier, Casablanca. Pour la collecte à votre domicile ou dans vos bureaux, nous contacter au 06 67 359 335. (Partout au Maroc).

(3) Virement à l'ordre de Telquel Digital / RIB : 011 780 0000 14 210 00 61112 64 / CODE SWIFT : BMCE MAMC / IBAN : MA64.

HISTOIRE

L'ÉPOPÉE AFRICAINE D'UN GEANT DU PHOSPHATE

En 2016, OCP inaugure l'African Fertilizer Complex, une usine spécialisée dans la production d'engrais destinés aux marchés africains. Un projet qui lance une véritable vocation africaine pour le géant du phosphate qui ira même jusqu'à s'engager dans un projet de méga-usine d'engrais tout en se rapprochant davantage des agriculteurs du continent.



Une statistique qui résume tout un enjeu. Dans le monde, 60% des terres arables non exploitées se situent sur le continent africain. Cela fait une dizaine d'années que l'Office chérifien des phosphates (OCP) a identifié l'Afrique comme un gisement de croissance pour l'entreprise mais aussi un terrain pour la concrétisation des directives royales pour le co-développement du continent africain. C'est d'ailleurs sous l'égide du souverain que l'OCP a initié un projet majeur sur le continent: la construction d'une usine de fertilisants à Dire Dawa, en Ethiopie, capable de produire 3,8 millions de tonnes d'engrais. Mais la contribution du géant du phosphate au continent ne s'arrête pas là. Car au-delà de l'Ethiopie, l'OCP c'est une présence dans onze autres pays africains. Des pays où le travail de l'entreprise marocaine ne se limite pas à la seule livraison d'engrais. Depuis plusieurs années, l'entreprise s'attache à se rapprocher au plus près de l'agriculteur. Cela passe notamment par la formation, en vue de l'autonomisation, des fermiers dans ces différents pays où la mise en place de workshops pour permettre davantage d'inclusion, notamment auprès des femmes. Du point de vue des engrais, le contact rapproché avec les agriculteurs permet le développement de fertilisants spécialement conçus pour les différentes terres exploitées par les fermiers du continent. La présence de l'OCP s'étend également à la mise en place de financements pour les exploitants des terres agricoles du continent. Aujourd'hui ce sont des milliers d'agriculteurs africains qui ont été formés, tandis que les engrais OCP sont utilisés sur des milliers d'hectares à travers le continent. Ce sont aussi des milliards de dirhams qui ont été investis dans le but de concrétiser sur le terrain la vision d'une croissance africaine verte. Retour sur les étapes majeures de cette aventure continentale.

→ Février 2016 LE DÉBUT DE L'AVENTURE

A 110 kilomètres de Casablanca, une usine pour alimenter tout le continent en engrais. A Jorf Lasfar, l'African Fertilizer Complex a été conçu pour produire un million de tonnes d'engrais par an, 1,4 million de tonnes d'acide sulfurique mais aussi 450 000 tonnes d'acide phosphorique. Pensée au cœur des années 2010, la stratégie africaine du géant du phosphate prend forme à partir de l'inauguration de cette usine par le roi Mohammed VI. Le même mois, OCP annonce la création d'OCP Africa spécialisée dans le marché africain des engrais.

→ Novembre 2016 UNE PRÉSENCE QUI DEVIENT EFFECTIVE

Dans le sillage d'une tournée royale à travers le continent, l'OCP crée neuf de ses douze filiales sur le continent qui feront office de représentation locale du géant du phosphate dans autant de pays. Dans l'un de ces pays, et quelques semaines seulement avant le retour du Maroc au sein de l'Union africaine, le Maroc et l'Ethiopie scellent un deal pour une méga-usine d'engrais capable de produire 3,8 millions de tonnes de fertilisants par an. 3,5 milliards de dirhams seront investis pour ce qui constitue à ce jour un projet phare du continent.



→ Décembre 2016 ATOUT DIPLOMATIQUE ET TOUCHE SUR LE MARCHÉ NIGÉRIAN

Le Nigeria est un marché stratégique du continent africain avec plus de 200 millions de consommateurs qui ont, eux aussi, leurs besoins en produits issus de l'agriculture. Alimenter ce marché est un enjeu capital pour Abuja, ce qui explique sans doute pourquoi l'accord liant OCP et l'Association des producteurs et fournisseurs d'engrais du Nigeria a été signé devant le président nigérian Muhammadu Buhari et le roi Mohammed VI. Cet accord contribuera au rapprochement entre les deux pays qui renforcent leur partenariat autour du projet de gazoduc Maroc-Nigeria. En 2021, la capacité de production d'OCP au Nigeria était estimée à 500 000 tonnes.

← Février 2017

À L'AIDE DES PARTENAIRES DU MAROC

Près d'un an après l'inauguration de l'African Fertilizer Complex, le projet et la vision africaine de l'OCP se matérialise davantage lorsque le géant du phosphate scelle un accord avec la République de Guinée pour la livraison d'engrais. Mais cet accord a une dimension humanitaire dans un pays sévèrement touché par des inondations quelques mois plus tôt. OCP s'engage en effet à fournir 100 000 tonnes chaque mois au marché guinéen. 20% de cette quantité est offert à titre gracieux par le géant du phosphate tandis que les 80 000 tonnes restantes sont cédées à un prix préférentiel. Là encore, OCP fait office d'atout de poids dans la diplomatie continentale du Maroc. La première livraison de ce phosphate à prix préférentiel sera réalisée deux mois plus tard.

Septembre 2017 UN PREMIER RECORD BRISÉ

A l'issue des trois premiers trimestres de l'année 2017, l'OCP affiche des chiffres records. Le chiffre d'affaires flirte avec les 36 milliards de dirhams, affichant une progression de 13%. Une croissance qui s'explique notamment par l'activité du phosphatier sur le continent où les exportations d'engrais progressent de 50%.

Août 2018 AU PAYS DES MILLE COLLINES

Après l'Éthiopie et la Tanzanie, voici le Rwanda. Durant l'été 2018, OCP scelle un accord avec l'entreprise Agro Processing Trust Corporation et l'État rwandais pour l'importation d'engrais. L'accord scellé à Kigali prévoit également la création conjointe d'une usine de mélange d'engrais et le développement de fertilisants customisés pour les sols rwandais. OCP mettra également à disposition du Rwanda une carte complète de la fertilité des sols.

En Tanzanie, l'OCP a également scellé des accords pour le développement des cultures de maïs et de riz.

Octobre 2020 QUATRE MILLIONS POUR AIDER LE CONTINENT

En cette fin d'année 2020, la Banque africaine de développement a donné son accord à une participation du Mécanisme africain de financement du développement des engrais (MAFDE) à travers une garantie de crédit commercial partiel d'un montant de quatre millions de dollars prise aux côtés d'OCP Africa. Le projet, qui s'étend sur trois ans, prévoit le soutien de 430 000 petits exploitants agricoles, dont 104 000 femmes, en leur facilitant l'accès à des intrants agricoles de qualité à des prix abordables ainsi qu'à des formations aux bonnes pratiques agricoles. À terme, le projet devrait contribuer à une augmentation de 35 % des rendements de riz et de maïs au Ghana et de 30% des rendements de riz en Côte d'Ivoire.

Mars 2018 UNE PRÉSENCE RENFORCÉE EN AFRIQUE DE L'EST

En mars 2018, OCP livre 32 000 tonnes d'engrais à la Tanzanie quelques mois seulement après une livraison de 27 500 tonnes en 2017 dans ce pays où l'agriculture constitue l'un des principaux moteurs de développement.

Septembre 2020 PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT

L'aide aux agriculteurs ne se limite pas qu'aux engrais. C'est dans ce sens qu'OCP et la Société financière internationale (SFI) signent un accord visant à soutenir 12000 agriculteurs au Sénégal et en Côte d'Ivoire. A travers ce projet, SFI offrira des services-conseils aux agriculteurs soutenus par OCP dans ces deux pays. L'objectif ? Améliorer les pratiques agricoles en offrant des solutions pour la gestion de l'eau et de sols. Le programme vise également à digitaliser les agriculteurs en vue de leur faciliter l'accès aux financements. ■

4 MILLIONS DE TONNES D'ENGRAIS POUR LE CONTINENT EN 2023

L'annonce a été faite par Mostafa Terrab, le PDG du groupe OCP, à l'occasion des Assemblées générales de la Banque mondiale le 22 novembre dernier. Le géant du phosphate dédiera 4 millions de tonnes d'engrais aux agriculteurs du continent en 2023. Un chiffre qui signifie que le groupe doublera l'approvisionnement consacré au reste du continent par rapport à l'année 2021. Mieux, ces 4 millions de tonnes représentent plus d'un quart de la production totale prévue par le groupe.

Mostafa Terrab a expliqué que l'objectif est de répondre aux "fragilités systémiques profondes dans les systèmes agricoles mondiaux", tout en insistant sur le fait que le géant du phosphate poursuivra son action dans les domaines des infrastructures, de la formation ou de l'accès au marché et au financement. Aujourd'hui, près de deux millions d'agriculteurs du continent bénéficient d'engrais customisés et de la cartographie des sols, ainsi que de formations fournies par OCP.



© DR



CULTURE

- Comment Rabat cherche à s'imposer en tant que capitale littéraire africaine
- Comment le festival de Khouribga du cinéma africain s'est installé sur la durée
- Notre sélection de livres et de réalisateurs africains

ACADÉMIE DU ROYAUME QUAND LE SOFT POWER MAROCAIN S'ÉTEND À LA LITTÉRATURE AFRICAINNE

En annonçant la création d'une chaire des lettres africaines, l'Académie du Royaume réitère une fois de plus sa volonté d'ouverture sur le patrimoine littéraire africain. Une multitude d'actions sont déjà programmées, dans la continuité de la diplomatie culturelle africaine menée par le Maroc depuis plusieurs années.



Samedi 26 mars. L'Académie du Royaume à Rabat ouvre ses portes à un ensemble d'écrivains, penseurs et chercheurs africains, autour d'une table ronde portant sur la création d'une chaire des lettres africaines. L'occasion pour les deux coordinateurs du projet, l'éditrice Rabiaa Mahrouch et l'écrivain franco-camerounais Eugène Ebodé, de revenir sur les grands axes de ce chantier porté par l'Académie du Royaume. Parti du constat que les littératures africaines sont plus souvent éditées, célébrées et consacrées à l'étranger plutôt que sur le continent, c'est sous l'impulsion d'Abdeljalil Lahjomri, secrétaire perpétuel de l'Académie, que ce projet voit le jour. Le dernier prix Goncourt remis au Sénégalais Mohamed Mbougar Sarr pour *La plus secrète mémoire des Hommes* en est une illustration flagrante. "Nous travaillons sur cette chaire depuis la fin de l'année 2021, sous la vision et l'orientation du secrétaire perpétuel", entame Rabiaa Mahrouch, contactée par *TelQuel*. "C'est lui qui a pensé et voulu ce projet, dans la continuité de son ouverture sur le patrimoine africain", poursuit la chercheuse et éditrice.

TRAVAIL DE MÉMOIRE

Vaste continent, diverses langues et cultures... Englober tout le patrimoine littéraire africain en une seule chaire universitaire est une tâche ambitieuse.

D'abord, au vu du contexte : le marché éditorial africain étant faible et en manque d'infrastructures, le circuit du livre, en fonction des pays, se retrouve souvent peu institutionnalisé. En résulte une difficulté pour les auteurs à se faire publier, mais aussi un dysfonctionnement au niveau de l'archivage d'une partie du patrimoine littéraire. "La principale prérogative de cette chaire est de décloisonner les lettres africaines, qu'elles soient écrites ou orales, de les mettre en valeur et de les exposer, en prenant en considération toutes ses aires linguistiques, qui varient d'un pays à l'autre", souligne Rabiaa Mahrouch. Tandis que la programmation annuelle de la chaire des lettres africaines de l'Académie du Royaume est en cours d'élaboration, trois principaux pôles d'action ont été dégagés. Le premier est universitaire et portera sur la production scientifique relative à ce patrimoine littéraire, ainsi que sur la création d'un réseau de partenariats avec différentes universités du continent africain. Le deuxième dépasse la production littéraire et s'étend de manière plus générale aux différentes disciplines artistiques africaines : chants, danses, joutes oratoires...

Abdeljalil Lahjomri, Secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume porte le projet de création d'une chaîne des lettres africaines.



© MAP

Enfin, le troisième, relatif à l'événementiel, sera chargé de l'organisation d'un ensemble de rencontres avec des écrivains africains contemporains. *"La chaire mettra un point d'honneur à redécouvrir un ensemble d'écrivains et romanciers africains oubliés, et de femmes de lettres marginalisées. C'est en ce sens également un travail de mémoire, et de rétablissement de certaines vérités que nous poursuivrons"*, précise Rabiaa Mahrouch.

SOFT POWER

La chaire des lettres africaines semble s'inscrire dans la continuité de la vision de diplomatie culturelle africaine menée par le Maroc. *"La culture est un des piliers du soft power. Elle est un immense outil de puissance tant elle peut rassembler, fédérer, unir des personnes aux quatre coins du monde. (...) Nous avons donc intensifié nos actions de diplomatie culturelle, en phase avec la stratégie adoptée par le Royaume"*, déclarait Mehdi Qotbi, président de la Fondation nationale des musées (FNM), sur la diplomatie culturelle marocaine, dans un entretien accordé à *TelQuel* en juin 2021. En novembre 2020, la FNM signait une convention avec l'Agence française

de développement octroyant à la fondation une subvention à hauteur de 300.000 euros, destinés à financer un programme panafricain de formation aux métiers des musées et du patrimoine en Afrique. Un an plus tard, en novembre 2021, l'Académie du Royaume recevait une délégation d'écrivains et intellectuels venus de la région des Grands Lacs africains, afin d'inaugurer le lancement de la collection Sembura, aux éditions La Croisée des Chemins. *"Le projet de création de la chaire a en quelque sorte été concomitant à la création de la collection Sembura"*, précise Rabiaa Mahrouch, également directrice éditoriale de cette collection. Soutenue et co-financée par l'Académie du Royaume, Sembura visait dans un premier temps à regrouper, éditer et publier un ensemble de productions littéraires et intellectuelles du Rwanda, du Burundi et du Congo, ainsi qu'à les faire bénéficier d'un certain réseau de diffusion et de visibilité. Par la suite, la collection s'est ouverte à l'ensemble des auteurs africains, quel que soit leur pays d'origine, désireux de publier leurs manuscrits. Un soft power qui porte ses fruits. Cette année, le Maroc est l'invité d'honneur des 72 heures du livre de Conakry, salon international du livre de la Guinée qui s'est tenu du 23 au 25 avril. Un premier pas dans la manifestation concrète de l'ouverture de l'Académie du Royaume aux universités africaines, dans le cadre de la chaire des lettres africaines. ■

*NDLR: Article publié initialement sur telquel.ma le 1er avril 2022

10 CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE AFRICAINES À (RE)LIRE

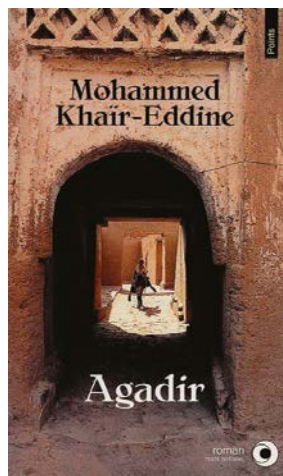
Il est difficile de parler d'une seule littérature africaine lorsqu'on mesure les complexités et singularités qui composent chacune de ses voix. Pour donner un avant-goût de ces nuances, *TelQuel* vous propose une sélection de dix grands romans africains afin de vous permettre d'appréhender les problématiques, économiques, politiques et sociales du continent.



Agadir

**MOHAMED KHAÏR-EDDINE
MAROC**

Moins célébré que *Le passé simple* de Driss Chraïbi et *La boîte à merveilles* d'Ahmed Sefrioui, Agadir n'a rien à envier aux grands classiques de la littérature marocaine. Premier roman de Mohamed Khair-Eddine, celui-ci ne devait être, initialement, qu'un rapport sur le séisme qu'a connu la ville en 1960. Mais c'était sans compter sur la force évocatrice, la sensibilité et la puissance d'une plume comme celle de Khair-Eddine, qui met en scène dans ce récit une voix angoissée, vulnérable, perdue, qui semble renaître des ruines sous lesquelles la ville est ensevelie au lendemain du séisme. Rapportant tantôt les rumeurs qui courent dans la ville, la vue d'un vide insoutenable, l'impossible besoin de trouver un coupable derrière la catastrophe naturelle, l'inévitable odeur des morts – 15 000 au total - dont les ombres continuent de hanter la ville... Dès ce premier roman, Khair-Eddine règle ses comptes avec la violence de la réalité, et donne déjà à sentir l'ambition qui couvrira toute sa future œuvre : celle d'un écrivain qui veut se réapproprié le langage pour le réinventer.



Allah n'est pas obligé

**AHMADOU KOUROUMA
CÔTE D'IVOIRE**

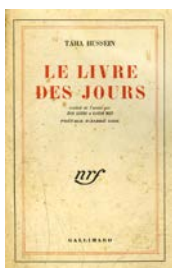
C'est à la demande d'enfants à Djibouti que Ahmadou Kourouma écrit, en 2000, *Allah n'est pas obligé*. Il y raconte l'histoire de Birahima, âgé de douze ans tout au plus, et son voyage périlleux de Togobala en Côte d'Ivoire au Liberia, en passant par la Guinée et la Sierra Leone. Au fil de son périple, Birahima cristallise à lui seul toutes les violences que peut ressentir un orphelin, devenu enfant soldat malgré lui, dans une Afrique ravagée par la guerre. Car la vraie horreur pour un enfant, c'est quand la mort devient un jeu comme les autres. La cruauté innommable dont il est à la fois témoin et victime vient dénoncer le cauchemar de milliers d'enfances silencieusement volées, et réduites à la servitude.



Une si longue lettre

MARIAMA BÂ
SÉNÉGAL

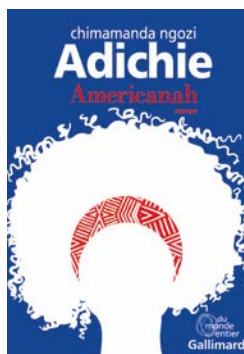
Injustement méconnue à l'échelle africaine, Mariama Bâ est en réalité l'une des pionnières de la littérature sénégalaise. Conçu comme un échange épistolaire, le roman nous plonge dans les réflexions les plus intimes de Ramatoulaye, nouvellement veuve, qui profite de sa période de deuil pour s'adresser à Aïssatou, sa meilleure amie. Attention à ne pas se fier à la fausse simplicité que suggère la quatrième de couverture du roman. Plus qu'une écriture présentée comme une forme de purgatoire, Mariama Bâ nous dit qu'en s'adressant à une autre femme, Ramatoulaye invoque toutes celles qu'elle a été dans le passé : une fille, une adolescente, une épouse, une mère, et puis, inévitablement, une deuxième épouse. D'un regard aiguisé et révolté, Mariama Bâ interroge le poids des traditions qui obstruent incessamment les rapports entre les hommes et les femmes dans la société sénégalaise des années 1970, et dresse un réquisitoire intransigeant contre la polygamie.



Le livre des jours

TAHA HUSSEIN
EGYPTE

Nombreux sont les critiques à avoir vu dans *Al Ayam* la première autobiographie de la littérature arabe moderne, bien que narrée à la troisième personne. Dénué de toute forme de fiction, ce chef d'œuvre de Taha Hussein est empreint d'une dure réalité et brille par son refus du misérabilisme. En retraçant l'itinéraire d'un enfant pauvre et aveugle originaire de Maghagha, des bancs de l'école coranique à sa rébellion contre les enseignements de l'Université Al Azhar, Taha Hussein signe un récit de vie à moins de quarante ans, duquel jaillit avant tout de la lumière. Dans un double mouvement constant de rapprochement et de distanciation de lui-même, l'écrivain se raconte avec lucidité, témoignant à la fois de la tendresse pour l'enfant qu'il a été, sans jamais verser dans l'héroïsme pompeux. Constitué de trois tomes, respectivement publiés en 1927, 1940 et en 1967, *Le livre des jours* est un roman indispensable pour comprendre l'œuvre de Taha Hussein, mais aussi les fondements de la littérature arabe moderne.



Americanah

CHIMAMANDA NGOZI ADICHIE
NIGÉRIA

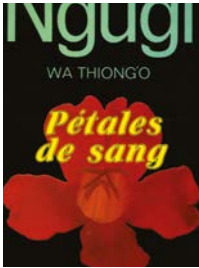
Propulsé au rang de roman incontournable de la littérature africaine et américaine quelques années seulement après sa parution en 2013, *Americanah* se présente comme un roman d'apprentissage moderne, qui retrace l'immigration d'une jeune femme, Ifemelu, de Lagos à Philadelphie. Sur fond d'une histoire d'amour avec Obinze, installé à Londres, Chimamanda Ngozi Adichie raconte la lourde tâche qu'est la construction de soi face à l'intransigeance du monde, à travers deux personnages constamment confrontés au racisme et à la violence dont peut faire preuve l'Occident. Grandement inspiré de la vie de son auteure, on retrouve en Ifemelu des traces de Chimamanda Ngozi Adichie : une femme de conviction, animée par une ambition mordante, endurcie malgré elle par les difficultés imposées par la vie d'une femme noire dans un monde d'hommes blancs.



Notre-dame du Nil

SCHOLASTIQUE MUKASONGA
RWANDA

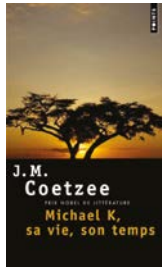
Isolé sur le haut de la crête Congo-Nil, un lycée catholique forme des jeunes filles aux prestigieux mariages auxquels elles sont prédestinées. Bien qu'elles soient coupées du monde, la haine raciale entre Tutsis et Hutus s'immisce progressivement dans le quotidien de ces adolescentes. Pourtant, derrière ce climat grandissant de tensions et de ségrégations, elles demeurent des jeunes filles comme les autres, qui pleurent, rêvent et se confient les unes aux autres. L'une ne veut pas de l'élite rwandaise à laquelle on la prédestine, et rêve de vivre en Europe, une autre meurt d'une fausse couche. Avec comme toile de fond les premières années suivant l'indépendance du Rwanda, Scholastique Mukasonga fait le récit de la longue et vénéneuse division de la population rwandaise, entre Tutsis et Hutus, qui mènera au génocide de 1994.



Pétales de sang

NGUGIWA THIONG'O
KENYA

A mi-chemin entre la fresque sociale et le genre policier, le grand roman de l'écrivain kényan Ngugiwa Thiong'o, publié en 1977, est devenu un incontournable de la littérature africaine. Au lendemain de l'indépendance du Kenya, dans la ville fictive d'Ilmorog, trois meurtres, visant de puissants hommes d'affaires, ont simultanément lieu : Munira, Abdulla et Karega sont immédiatement arrêtés, suspectés d'être les auteurs de ce triple assassinat. Tandis que l'enquête se poursuit, c'est la vie des trois présumés coupables qui nous est dévoilée à travers une narration où quatre personnages prennent tour à tour la parole. Très vite, on comprend que le meurtre n'est peut-être qu'un prétexte pour aborder le mal qui ronge toute une société : la désillusion qui a suivi la lutte pour l'indépendance, à peine obtenue qu'elle fut volée par une bourgeoisie et un gouvernement corrompus. Après tout, ces pétales de sang, qui donnent leur titre à ce roman, désignent d'abord une plaie vive et ouverte.



Michael K., sa vie, son temps

J.M. COETZEE
AFRIQUE DU SUD

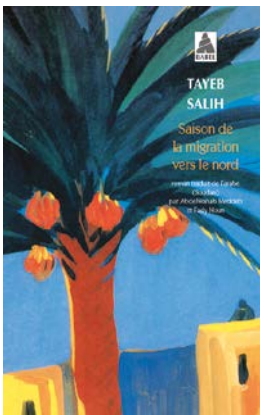
Michael K. est un être étrange. On ne saura pas grand-chose de lui, hormis qu'il est né avec une lèvre qui "se retrousse comme un pied d'escargot", qu'il est jardinier, extrêmement solitaire, et en cavale dans une Afrique du Sud saccagée par l'apartheid et la guerre civile. Lui vit de désirs purement instinctifs, et refuse de s'inscrire dans l'Histoire, quelle qu'elle soit. L'unique mission qu'il se donne est de ramener les cendres de sa mère sur sa terre natale. Dans ce roman dont on ne peut ressortir indemne, le Prix Nobel de littérature John Maxwell Coetzee pousse à l'extrême les limites de la solitude que peut ressentir un être vivant, et adresse à ses lecteurs plusieurs questions dérangementes. Parmi elles, quel regard portons-nous vraiment sur celui qui ne nous ressemble pas ? Notre humanité réside-t-elle dans notre capacité à être comme les autres ?



Le pleurer-rire

HENRI LOPES
CONGO

Roman politique par excellence, *Le pleurer-rire* s'inspire ouvertement du désastre démocratique dans lequel sont plongées plusieurs nations africaines au lendemain de leur indépendance. L'auteur, Henri Lopes, lui-même étant un ancien premier ministre du Congo, semble frôler volontairement la caricature en créant le protagoniste qu'est Tonton Bwakamabé Na Sakkadé, ancien militant pour la libération, converti en dictateur, tyrannique et corrompu, qui prend le pouvoir en fomentant un coup d'État. En choisissant une narration à plusieurs voix, Lopes met constamment en confrontation le totalitarisme du dictateur, et le contre-pouvoir que constituent les opposants du régime. Avec une panoplie de personnages, passant par un narrateur maître d'hôtel, un instituteur retraité, une première dame de la République infidèle, un journaliste à l'éthique ambiguë, Henri Lopes donne également à voir une fresque sociale qui interroge le contexte dans lequel naît une dictature.



Saison de la migration vers le Nord

TAYEB SALIH
SOUDAN

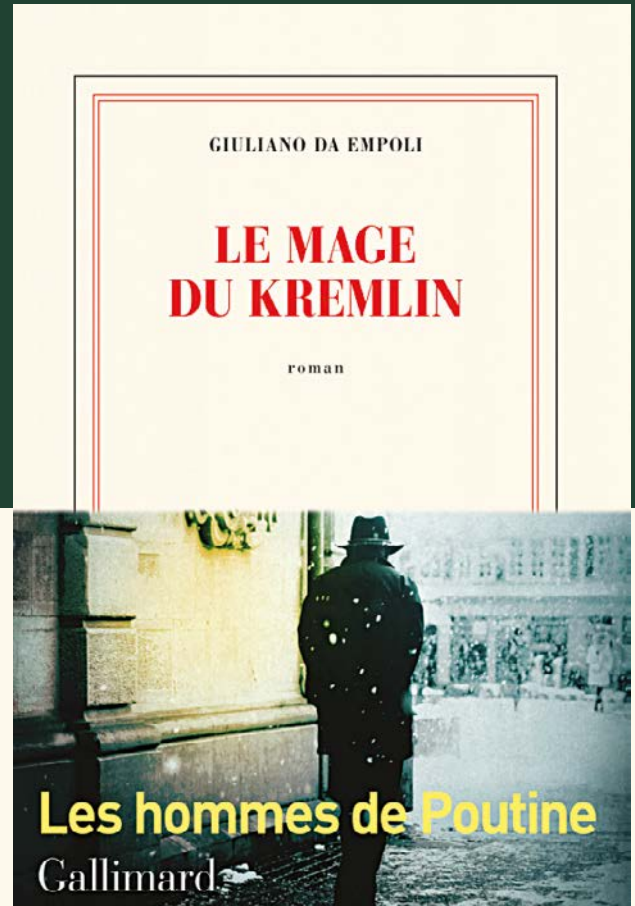
Au Soudan, avant le désormais célèbre Abdelaziz Baraka Sakin, il y avait Tayeb Salih et *Saison de la migration vers le Nord*, censuré pendant de longues années dans son pays. A l'époque où l'immigration se présente comme un El Dorado inestimable, le narrateur anonyme que nous présente Tayeb Salih dans son roman entame la traversée inverse, et rentre dans son village natal après sept ans passés en Europe. Il y fait la rencontre de Moustafa Saïd, également rentré au pays après une vie à Londres. Lui est animé par une rage contre l'Angleterre, ex-puissance coloniale dont le Soudan vient tout juste de se libérer, et contre qui Moustafa Saïd cherche à se venger en brisant le cœur et les vies de ses femmes. Et sa dernière victime n'est autre que Jean Morris, sa propre épouse. Derrière ces destins croisés, Salih fait le récit puissant d'une insatiable rage coloniale, et dresse le portrait d'une jeunesse issue des premières indépendances africaines, tiraillée entre un désir d'émancipation et une perte de repères culturels.

LE MAGE DU KREMLIN

“L’ascension au pouvoir du président russe, telle que racontée par son ex-conseiller à un jeune étudiant. Un grand roman, écrit un an avant l’invasion de l’Ukraine.” **Bibliobs**

“Un roman captivant qui s’avère plus éclairant que bien des essais”. **Le Figaro**

“Dans Le Mage du Kremlin, Giuliano da Empoli retrace fidèlement les grandes lignes de sa carrière politique, jusqu’au dossier ukrainien, dont il fut chargé quelques mois avant l’annexion de la Crimée par les Russes, en mars 2014, et l’intervention militaire dans le Donbass.” **Le Monde**



Prix
250
DIRHAMS*

Commander sur **QITAB.MA**
ou par Whatsapp au **06 71 81 84 60**

Livraison dans tout le Maroc en 48h à 72h



© DR

Le Festival du cinéma africain de Khouribga a pu rayonner grâce à la pugnacité de Nouredine Saïl.

KHOURIBGA

CŒUR BATTANT, DU 7^e ART DEDIE À L'AFRIQUE

Le Festival du cinéma africain de Khouribga souffle cette année sa 45^e bougie. Retour sur l'histoire peu connue de la plus ancienne grand-messe du cinéma au Maroc, mais aussi le seul festival de cinéma marocain dédié au continent.



Après la Rencontre des cinéclubs du Maghreb à Mohammedia en 1974 et la Rencontre du cinéma arabe à Meknès en 1976, la Fédération nationale des cinéclubs du Maroc (FNCM), créée en 1973, décide de boucler la boucle et de fêter le cinéma africain. L'association, alors présidée par l'ancien directeur du Centre cinématographique marocain (CCM), Noureddine Sail, cherche une ville pour accueillir l'événement. *"Le choix de Khouribga n'est que pure coïncidence. La ville n'a pas été choisie pour sa plage ni pour ses hôtels"*, plaisante Aït Omar Mokhtar, le secrétaire général de la FNCM de l'époque. *"En 1977, le choix s'est porté sur Khouribga, car elle disposait de moyens logistiques, pour la plupart offerts par l'OCP"*, explique-t-il.

DES DÉBUTS TIMIDES

Le complexe culturel de l'OCP, qui dispose d'une salle polyvalente, pouvait servir à la fois de salle de cinéma et de salle de conférence. C'est là que se déroule la première Rencontre internationale du cinéma africain. Le gratin de la critique cinématographique sur le continent y est convié, et les journalistes français des *Cahiers du Cinéma* Serge Toubiana et Serge Daney font le déplacement. *"En 1977, il ne s'agissait pas d'un festival en bonne et due forme, mais plutôt d'une rencontre entre critiques et cinéclubs du continent"*, nuance Aït Omar Mokhtar. L'événement est un succès et les organisateurs s'enthousiasment déjà à l'idée d'une deuxième édition. *"Puisque la production cinématographique africaine tournait au ralenti dans les années 1970, les organisateurs ne pouvaient pas assurer une périodicité annuelle"*, justifie Mokhtar. Ajoutez à cela le manque de moyens. *"Nous ne bénéficions pas de subventions publiques ni d'aides de la part de la ville. Les seuls fonds provenaient des cotisations des organisateurs et des participants"*, ajoute-t-il, avant d'ironiser : *"Pourtant, l'événement rencontra un franc succès. Aujourd'hui, vous avez beau inviter les participants, leur offrir gîte et couvert, vous n'êtes pas sûr de leur présence"*. Six ans plus tard, les organisateurs se voient offrir une aide de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) à Paris. *"Le cinéaste tunisien Tahar Cheriaa occupait le poste de responsable de l'action culturelle à l'ACCT. Grâce à lui, nous avons pu obtenir 17 films africains"*, se souvient Mokhtar. Parmi les réalisateurs sélectionnés, le Béninois Paulin Soumanou Vieyra, monument du cinéma africain du 20^e siècle, les Sénégalais Ababacar Samb et Ousmane Sembène, ainsi que le Congolais Jean-Michel Tchissoukou et le Marocain Souheil Benbarka, auquel les organisateurs rendront hommage. Si aucun prix n'est décerné, le festival se distingue par *"la qualité des débats autour des films et des thématiques en rapport avec le cinéma en Afrique et dans le Tiers-monde"*. Les échanges sont telle-

ment passionnants qu'ils se poursuivent jusqu'à des heures avancées de la nuit. C'est de là que sont nés les Débats de minuit, qui se poursuivent jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Une tradition devenue la marque de fabrique du festival.

LE MÛRISSEMENT... PUIS L'ARRÊT

En 1988, se tient la 3^e édition du festival. *"On pouvait enfin dire que Khouribga avait son festival"*, se rappelle Aït Omar Mokhtar. Tellement que les conseils municipal et régional se sont empressés de collaborer pour l'organisation de l'événement. 19 films originaires de 9 pays, dont le Zaïre, le Burkina Faso, le Niger et l'Égypte, y sont projetés. Pour la première fois, des prix récompenseront les films au programme. Les prix du public et de la critique seront décernés à Yeelen du Malien Souleymane Cissé, l'Algérien Mohammed Zemmouri recevra le prix du CCM pour *Les Folles Années du twist*. Au sortir de cette 3^e édition, les organisateurs publient un communiqué, dans lequel ils *"veillent à ce que la Rencontre soit organisée à Khouribga tous les deux ans"*.

L'aventure se poursuivra pendant trois éditions jusqu'en 1994, date à laquelle la rencontre marquera une pause de six ans. *"Des conflits politiques au sein du conseil municipal de Khouribga, principal pourvoyeur de fonds de l'événement, ont causé l'annulation de l'édition 1996"*, explique Abdelkhalek Belarabi, l'actuel président de la Fédération nationale des cinéclubs du Maroc.

Ce n'est qu'en 2000 qu'une journée d'étude se tient pour assurer la pérennité de la manifestation, et le festival reçoit une aide de *"500.000 dirhams de la part du conseil municipal de Khouribga"*, qui permet l'organisation de la 7^e édition. De là est née l'Association du Festival du Cinéma africain qui assure la tenue de cinq éditions successives. En 2009, l'association devient la Fondation du Festival du Cinéma africain, et est présidée par Noureddine Sail. Et ce jusqu'au décès du brillant homme de culture en décembre 2020. En juillet 2021, l'ancien président de la Chambre des représentants Habib El Malki est désigné président du festival par les membres de son conseil d'administration. ■

*Article mis à jour sur la base d'un article publié initialement sur telquel.ma

Paulin Soumanou Vieyra, réalisateur béninois.



CINÉMA EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ENTRE CHEFS- D'ŒUVRE ET MANQUE DE MOYENS

Malgré une industrie cinématographique sous-financée, des cinéastes d'Afrique subsaharienne ont pu pourtant se distinguer et passer au stade de maîtres prisés et enseignés dans le monde.



Le cinéma d'Afrique subsaharienne ne souffre pas de manque de talents, mais d'une carence de moyens pour assouvir ses ambitions. Excepté l'Afrique du Sud et le Nigéria, grâce à sa prolifique industrie nollywoodienne dont le nombre de films est estimé à 2000 par an, le cinéma des autres pays d'Afrique subsaharienne ne bénéficie pas d'autant de productions. De 1960 à 2007, seulement 285 films ont vu le jour dans les 17 pays francophones subsahariens, à raison de 0,35 film par an pour chaque pays. Ce n'est qu'à partir de 2014 que le Sénégal a décidé d'augmenter sa production cinématographique à travers des subventions de l'État, et plus précisément du Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (FOPICA). Un modèle qui s'inspire point par point du modèle marocain initié par le Centre cinématographique marocain (CCM). Avec l'arrivée de Nouredine Saïl à la tête de cette institution en 2003, le Maroc est arrivé à produire jusqu'à 25 films par an grâce, notamment, au système des avances sur recettes.

Malgré cette maigre production de films, bon nombre de cinéastes de cette région du continent ont pu produire leurs œuvres en bénéficiant de guichets internationaux comme le Centre national de la cinématographie en France. Même avec ces contraintes et des coûts de production moindres, ils ont pu se distinguer dans les grands festivals internationaux (Cannes, Berlin, Venise...) et sont même devenus des références pour d'autres réalisateurs aussi bien africains qu'outre-Atlantique.

Voici une sélection de cinq réalisateurs et de leurs œuvres notables, qui racontent chacun à sa manière notre continent.



SEMBÈNE, L'ÉDUCATEUR ▲



Alors que les pays africains commençaient tout à tour à gagner leur indépendance, des cinéastes avaient en tête un autre combat. Celui de se réapproprier leurs propres images et leurs propres histoires, bien loin des images qu'avaient laissées les colons et qui étaient réductrices, voire insultantes envers des cultures ancestrales.

Parmi ces cinéastes figurait Ousmane Sembène, l'un des premiers à reprendre les codes de la culture sénégalaise pour en faire une arme de résistance aussi bien contre les clichés occidentaux que contre les pouvoirs en place dans son pays. Après quelques courts-métrages où il dénonçait l'inceste, sort en 1966 son premier film considéré comme une sorte de testament contre la perception des Occidentaux de l'homme africain. *La noire de...* raconte l'histoire de Diouana, une jeune Sénégalaise qui quitte sa famille pour rejoindre la France avec sa patronne. Une fois dans l'Hexagone, cette dernière lui mène la vie dure et la traite comme une esclave. Elle est même considérée comme un objet de désir exotique par des Français. Des affronts et humiliations qui vont pousser la jeune femme au suicide.

Deux ans après, il sort *Le Mandat*, qui est considéré par la critique internationale comme un des chefs-d'œuvre du cinéma sénégalais. Dans ce film, Sembène dénonce, avec un humour grinçant, les comportements et habitudes d'une nouvelle bourgeoisie sénégalaise apparue tout juste après l'indépendance. D'autres films suivront où il critique l'excision ainsi que les traditions de son propre pays.

Mais bien au-delà de son côté dénonciateur, Sembène a été

le premier à poser les jalons d'un cinéma africain raconté de l'intérieur. En se positionnant comme un éducateur, il a sorti les traditions du conte, de la musique et de la danse de leur côté folklorique pour leur donner un sens et une cohérence autres. Pour Sembène, chaque image comptait.

A voir : *La noire de...*, 1966.

***Le mandat*, 1968**

MAHAMAT SALEH HAROUN

LE QUOTIDIEN SUR FOND DE GUERRE CIVILE



Des héros malgré eux. Voilà comment on peut définir les personnages des films du réalisateur tchadien Mahamat Saleh Haroun. Élevés dans la misère ou victimes d'abandon ou autres traumatismes, ces derniers ne veulent rien de personne. Et pourtant, il arrive que le destin leur joue des tours, les amenant ainsi à se retrouver dans des situations qui les poussent à tuer, à se venger... Que ce soit l'enfant qui veut apprendre le métier de boulanger dans le chef-d'œuvre *Daratt*, le danseur souffrant d'un handicap dans *Grigris* ou encore l'héroïne dans *Lingui*, ils sont toujours calmes au début pour faire sortir leur colère à la fin. Plus que des drames familiaux, Haroun raconte ces Tchadiens traumatisés par une guerre civile qu'ils ne voulaient jamais vivre. Le tout avec une poésie du quotidien très singulière.

A voir : *Daratt*, 2006

***Grigris*, 2013 ▼**





© DR

ABDERRAHMANE SISSAKO ▲
CONTRE LES EXTRÉMISMES



Sous la forme d'un procès, un procédé utilisé des dizaines de fois dans le cinéma américain, la population de Bamako passe devant un tribunal en plein air pour exprimer son mécontentement des outrances des pays occidentaux qui ont vidé ce continent de ses ressources. Le discours direct, la poésie et la métaphore sont utilisés dans Bamako, dans un seul objectif : dénoncer les responsables de la malnutrition, de la pauvreté... Un exercice dans lequel excelle le cinéaste mauritanien, qui a vécu depuis son enfance au Mali, Abderrahmane Sissako.

Ce même exercice qu'il reprend de plus belle dans *Timbuktu* pour raconter l'histoire des habitants de Tombouctou, obligés de vivre avec des islamistes qui ont pris d'assaut la ville et imposé leur loi : plus de football, plus de cigarette, plus de musique, des mariages forcés et des persécutions à la pelle. Un huis clos où le cinéaste mauritanien dépeint avec une précision imparable l'absurdité et le mode de réflexion de gens qui jugent les pratiques de leurs voisins au nom de Dieu.

A voir : Bamako, 2006

Timbuktu, 2014

HAILÉ GERIMA, DÉCOLONISER LES ESPRITS ▶



Que ce soit des films réalisés aux États-Unis ou dans son pays l'Éthiopie, le cinéaste Hailé Gerima se sent porteur d'une mission : redonner à l'homme africain sa juste place dans l'histoire du monde. Que ce soit sur le ton du documentaire (*Hour Glass, Wilmington 10-USA 10 000*) où il traite du racisme aux États-Unis, ou sur le ton de l'onirisme (*Teza*) où il dépeint la souffrance de villageois éthiopiens vivant sous le joug d'une dictature féroce, Gerima ne cesse de nous questionner à travers son style basé sur la distanciation brechtienne, sur la condition de cette population, toujours victime des pires injustices.

A voir: Teza, 2008

© DR



© DR

AMJAD ABOU AL ALAÂ ▲
LA RELÈVE



Grâce à Amjad Abou Al Alaâ, le cinéma soudanais a pu renaître de ses cendres après 30 ans d'agonie. Sorti en 2019, *You will die at 20*, premier long-métrage de ce cinéaste prometteur, a surpris le monde entier par son exigence esthétique et sa force narrative. En traitant l'histoire d'un enfant obligé de vivre avec une malédiction, il raconte en filigrane l'état de tout un pays (le Soudan) enclin à supporter le poids de l'immobilité et la subir comme une sorte de fatalité. Un film coup de poing qui dénonce les croyances inutiles empêchant toute une population d'avancer.

A voir : You will die at 20, 2019



TELQUEL

TELQUEL IMPACT

TelQuel Impact met à profit l'expertise éditoriale du groupe TelQuel pour la réalisation et la diffusion de dossiers et de contenus spéciaux sur ses supports print, digitaux et audiovisuels.

TelQuel Impact travaille en partenariat avec des acteurs institutionnels, publics et privés, sur leurs thématiques d'intérêt.

Yassine Lazrak, Directeur développement
Tél.: 0522 25 05 09 - y.lazrak@telquel.ma

OUALAS

“ON M’APPELLE L’IVOIRIEN BLANC”



Smyet bak ?

Larbi Lazrak.

Smyet mok?

Fayza Temsamani.

Nimirou d’la carte?

Je ne le connais pas. BE quelque chose...

Dans votre dernière publication Tiktok, on peut vous voir fumer le cigare sur un bateau parcourant les très belles côtes d’Assinie. Ça y est, vous avez atteint le sommet ?

Pas encore. Le cigare c’est surtout une passion qui date de plusieurs années. Une passion transmise par un grand fumeur de cigare qui est mon père. Mais attention ! On parle du vrai cigare cubain, le Cohiba. Pas ces pacotilles venues de Dominique...

Tiktok, parlons-en justement. Avec le monde post-Covid, c’est devenu un passage obligé pour l’humoriste que vous êtes ?

Le Covid nous a poussés à trouver de nouveaux moyens de rester actifs. Et Tiktok reste une plateforme qui permet de toucher un public plus jeune et qui complète plutôt bien Facebook et Instagram. Depuis le Covid, il est difficile de remplir des salles. J’ai joué devant des salles aux ¾ vides en raison de la pandémie. Des plateformes comme Tiktok permettent des choses, comme le placement de produits par exemple, ce qui permet de générer des revenus.

Question piège. Êtes-vous l’humoriste marocain le plus connu du reste du continent ou l’humoriste du reste du continent le plus connu au Maroc ?

J’ai la chance d’être connu en Afrique. Cela m’a permis de jouer devant des scènes de 15 000 personnes au Mali, au Burkina Faso, en Guinée ou en Côte d’Ivoire. Je suis fier de pouvoir rassembler.



© DR

ANTÉCÉDENTS

1986

Voit le jour à Casablanca, avant de partir pour Bouaké en Côte d’Ivoire

2002

Fuit la guerre civile et s’installe à Abidjan

2007

Monte pour la première fois sur les planches, dans la pièce Shawarma Story

2013

Se produit pour la première fois au Maroc, réalisant ainsi “le rêve” de sa mère

2017

Crée le festival “Afrique du rire”, dont quatre étapes se sont tenues au Maroc

Je ne me suis jamais posé la question mais je suis fier de porter le plus haut possible les couleurs du continent.

En 2017, vous étiez nommé humoriste le plus populaire de Côte d’Ivoire. Un symbole d’intégration ?

Je n’ai jamais eu à me battre pour être considéré comme ivoirien. En Côte d’Ivoire, on a la chance de ne pas être confronté au “rentrez chez vous” que l’on peut entendre en Europe. Quand tu es ivoirien, on ne considère pas ta couleur de peau mais ta contribution au pays. Un jour quelqu’un m’a dit que je n’étais pas chez moi en Côte d’Ivoire. Un homme politique lui a répondu : “*Que fais-tu de plus que Oualas pour notre pays? Oualas porte la culture ivoirienne à travers le monde. Il est sans doute plus ivoirien que toi*”. Vous savez, on m’appelle l’Ivoirien blanc. Et non pas le blanc ivoirien... L’ordre a son importance.

Dans un interrogatoire auquel vous avez été soumis en 2018 vous affirmiez que les chefs d’État africains sont les personnes les plus drôles. Depuis cet entretien, le casting a bien changé...

J’étais inconscient et insouciant (rires) ! Je n’étais certainement pas dans mon état normal. Ce que je voulais dire c’est qu’en Afrique, les choses sont expliquées de manière imagée. Et parfois, une blague permet de bien faire comprendre les choses et de transmettre un message. Quand un chef d’État africain prononce un discours et qu’il raconte une blague tu dis : “Cette personne est à la fois puissante et drôle”. Le casting a certes

TELQUEL

LeScan

Le Podcast Actu

Avec
**Landry
Benoit**

À découvrir sur :



changé mais il y a toujours des pays où les chefs d'État parviennent à nous faire rire. C'est intéressant comme technique : communiquer à travers le rire.

Dans ce même entretien vous disiez vouloir "éveiller les consciences". Mission accomplie ?

Pas comme je le voudrais, mais nous sommes sur une bonne dynamique. Je ne dis pas que c'est grâce à moi, mais j'espère que ma contribution à l'édifice a permis de faire bouger les lignes. Si je pouvais faire une chose, c'est faire en sorte que les Africains comprennent que l'on a besoin de personnes pour accomplir de grandes choses, notamment sur le plan culturel. Il faut que l'on soit indépendant. J'ai essayé de le prouver en organisant le festival Afrique du rire sous le haut patronage de Sa Majesté que Dieu l'assiste. On peut faire des choses sans avoir besoin de l'aide des "gens de derrière l'eau" comme on les appelle ici. On a les atouts et les compétences pour. Pour le matériel, il y a encore du boulot, mais on peut encore l'acheter.

Vous avez fait des scènes sur chacune des rives de la Méditerranée. Vous remarquez des différences ?

Dans mon cas oui. Mon spectacle est le même que ce soit en Afrique ou en Europe. Je veux que mon histoire soit retranscrite telle qu'elle a été écrite. Ce que je remarque c'est que les gens ne rigolent pas au même moment. Certaines subtilités sont plus facilement comprises en Afrique ou en Europe et inversement.

Nous sommes en pleine ambiance Coupe du Monde. Vous supportez qui ?

Bien évidemment le Maroc. Après le Maroc, je soutiens toutes les équipes africaines engagées en compétition. Je rêve même

de voir un jour une équipe africaine gagner la Coupe du Monde. Mais je me dis que si une équipe africaine gagnait la Coupe du Monde, elle ne rendra jamais le trophée. On s'arrangera pour le garder. C'est comme une femme que tu rêves d'avoir : si tu parviens à la charmer tu ne la quittes jamais. Au pire des cas, on s'organisera pour reporter la compétition. Après tout, on sait déjà reporter des élections ! (rires).

On ne peut pas finir cet interrogatoire sans cette question. Vous avez pu partager un ffour avec le roi Mohammed VI. Une anecdote à nous raconter ?

Vous me cherchez des problèmes ! (rires) Ce que je peux vous dire c'est que j'ai beaucoup de respect pour lui. C'est une personne extraordinaire qui fait beaucoup pour le continent. Je peux vous dire qu'il m'a poussé à aimer le continent davantage. Lorsqu'on parlait d'éveiller les consciences, il est clair qu'il a contribué à le faire à travers ses discours prononcés sur le continent. Il croit fermement en ce continent et en ses capacités. ■



LE PV

Lorsqu'il s'agit de parler du continent, Oualas sait se rendre disponible. Lorsque nous lui expliquons l'idée derrière ce numéro spécial, l'humoriste se prête facilement au jeu. Après tout, qui de plus approprié que cet humoriste maroco-ivoirien qui a su connecter les différentes parties du continent à travers le rire? L'homme a attiré l'attention du roi Mohammed VI qui lui a accordé son patronage pour l'organisation du festival Afrique du rire. Sur son entrevue avec le souverain, l'humoriste se montre réservé. Mais il répond sans filtres à nos questions entre deux bouffées de cigare Cohiba dont il se dit passionné.

S'abonner c'est :



S'informer mais aussi comprendre

Nous ne nous contentons pas de relayer les communiqués. Nos journalistes décryptent et analysent l'actualité politique, économique, sociétale et culturelle du Maroc.



Soutenir un journalisme indépendant et exigeant

Ce journalisme a un coût, le modèle gratuit basé uniquement sur la publicité favorise le contenu de masse. Or, quantité et qualité font rarement bon ménage. En vous abonnant, vous contribuez à la diversification des sources de revenus de TelQuel, et donc à l'indépendance de sa rédaction qui pourra poursuivre la production de contenus de fond.

Accéder à nos articles premium sur telquel.ma et sur notre application

Nos abonnés accèdent sur le site telquel.ma et sur notre application iOS et Android à l'ensemble de nos articles premium Web et magazine, à la liseuse pour consulter le dernier numéro avant sa sortie en kiosque et à plus de 200 numéros d'archives en ligne.



Recevoir la lettre des abonnés et d'autres contenus réservés aux abonnés

En vous abonnant, vous recevez une newsletter dédiée aux abonnés, ainsi que des encarts spéciaux sélectionnés pour vous quand une actualité majeure l'impose.



Abonnez-vous sur telquel.ma/abo

et choisissez l'offre qui vous convient : formule digitale, formule intégrale (papier + digital), formule étudiant, formule entreprise ou formules de soutien.



A.lazrak, Le N⁰¹ de l'investissement et du Conseil Immobilier Marocain

Depuis 1953

- Investissement et gestion de portefeuille
- Maîtrise d'ouvrage déléguée
- Construction Clé en main
- Conseil et Expertise
- Transaction et commercialisation

Plus de
60 ans
d'expérience

Plus de
150
collaborateurs

Plus de
500 00 m²
construits en immobilier
professionnel et résidentiel

 www.lazrak.ma  0522 87 94 00

 Immeuble Zenith 1, Lotissement Attaoufik Sidi maarouf Casablanca.